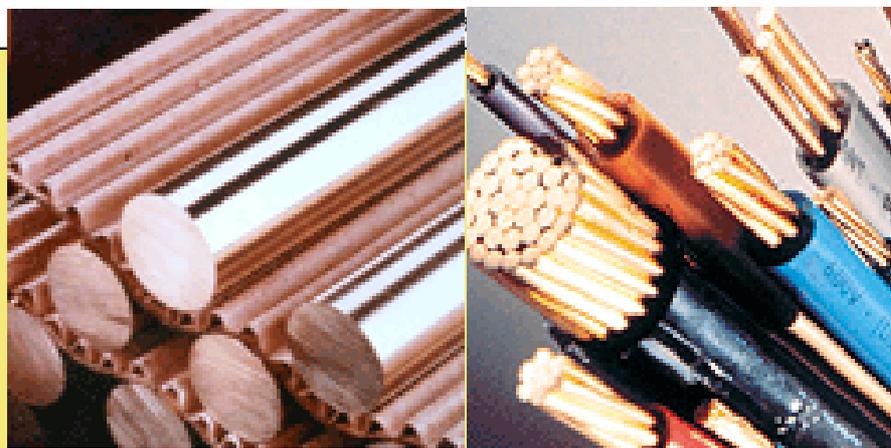


ECOMINE

REVUE D'ACTUALITÉ DES MINÉRAUX ET DES MÉTAUX

Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières



La tendance haussière se poursuit pour presque tous les métaux ; le cours du cuivre en route vers les 6 000 \$/t

Suite de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor, OPA de Eramet sur Weda Bay Minerals et cession d'actifs aluminium par Corus

Le monde du diamant : une évolution tumultueuse (Eco-Note)

ECOMINE

Revue d'actualité des minéraux et des métaux

ECOMINE est une revue mensuelle d'information sur l'actualité des minéraux et des métaux, diffusée sur le site internet « www.industrie.gouv.fr »/Chiffres clés/Etudes et publications/Ecomine de la Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières du Ministère de l'Économie et des Finances et de l'Industrie.

ECOMINE rassemble et analyse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. Les références des publications utilisées sont données à la suite de chaque article.

La rédaction de la revue ECOMINE est assurée par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

La revue ECOMINE comporte cinq grandes rubriques :

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
Rédacteurs : J.M. Eberlé, Ph. Gentilhomme, A. Coumoul
- **informations sectorielles**, relatives aux métaux de base et d'alliage, au diamant et aux métaux précieux, aux minéraux industriels et matériaux de construction, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
Rédacteurs : A. Coumoul, F. Barthélémy, B. Martel-Jantin
- **questions multilatérales**, rubriques centrée notamment sur les procédures antidumping ;
Rédacteur : R. Pelon, J.M. Eberlé
- **les États**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
Rédacteur : J.M. Eberlé, P. Lebret
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, les actions en cours, les résultats.
Rédacteur : J.M. Eberlé, P. Lebret

Une note, appelée « Eco-Note », sur un sujet particulier d'actualité accompagne chaque mois cette revue de presse.

CONTACTS DE LA REVUE ECOMINE :

- * *Chargée de la coordination* : yveline.clain@industrie.gouv.fr
- * *Chargés de la réalisation* : jm.eberle@brgm.fr ;
a.coumoul@brgm.fr

Avertissement

Les informations contenues dans la revue de presse ECOMINE et les opinions qui y sont exprimées n'engagent pas la responsabilité du Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie.

SOMMAIRE

INFORMATIONS GENERALES

Cours et tendance7

- Métaux précieux : nouveaux sommets pour l'argent et le palladium
- Métaux de base : nouvelles hausses pour le zinc, le cuivre et l'étain
- Devises : évolution mensuelle

Fondamentaux 8

- Europe : nouveau relèvement du Taux directeur de la BCE
- Japon : fin de déflation et infléchissement de la politique monétaire

Dossiers et faits d'actualité 8

- Les suites de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor
- OPA d'Eramet sur Weda Bay Minerals
- Corus cède l'aval de sa division aluminium à Aleris International
- L'OPA sur Falconbridge est repoussée d'un trimestre par Inco

INFORMATIONS SECTORIELLES

Métaux de base11

- Aluminium : Mc Kinsey prévoit un doublement de la production mondiale d'aluminium primaire d'ici 2020, que Alcoa traduit par 80 fonderies à construire
- Cuivre : le marché du cuivre 2005 finit à l'équilibre d'après l'ICSG ; prévisions de production minière 2006 en hausse
- Etain : Chine versus reste du monde, les capacités d'étain augmentent
- Fer et acier : guerre du prix des minerais de fer
- Plomb-Zinc : L'ILZSG a fait les comptes des marchés du plomb et du zinc 2005

Métaux d'alliage16

- Antimoine : avec une part avoisinant 80 % du marché mondial de l'antimoine, les producteurs chinois ne peuvent que dominer la situation

➤ Chrome : conjoncture délicate pour la filière chrome sud-africaine

➤ Cobalt - nickel : les suites de l'OPA de First Quantum sur Adastra Minerals

➤ Magnésium : Timminco veut rebondir en développant ses activités magnésium au Mexique

➤ Manganèse : accord Samancor - Kumba Resources pour la fabrication d'alliages de manganèse

Métaux spéciaux18

➤ Bismuth : blocage des exportations du producteur chinois de bismuth Shizhuyan

➤ Ferrosilicium : les réductions de production de ferrosilicium finissent par relever les prix

➤ Lithium : Sual, Alu Menziken et Corus devraient s'allier pour développer une filière de produits en alliage aluminium - lithium

➤ Silicium : Globe Metallurgical ferme l'une de ses quatre usines de silicium

➤ Tantale : la Banque Mondiale soutiendra le projet tantale de Abu Dabbab en Egypte

➤ Titane : en Sierra Leone, lancement de la production commerciale de Sierra Rutile

➤ Uranium : la croissance asiatique a pris de court l'offre d'uranium dont le prix ne cesse d'augmenter

Diamant et métaux précieux20

➤ Diamant : De Beers veut rattraper son retard dans la production de diamants au Canada

➤ Argent : l'autorisation de développer Peñasquito à peine décidée, Western Silver Corp est la cible d'une OPA amicale de Glamis Gold

➤ Or : les achats et rachats d'actifs or se poursuivent intensément

➤ Palladium-platine : les rumeurs de vente de Lonmin ont contribué au sur-

saut du titre et à une large médiatisation de son plan de croissance

Minéraux industriels et Matériaux de construction22

➤ Minéraux industriels : Rio Tinto réorganise sa branche dédiée

➤ Verre creux : Saint Gobain Emballage investit dans la Loire

➤ Verre plat : Nippon Sheet Glass absorbe Pilkington

➤ Produits iodés : le groupe chilien SQM rachète les actifs « iode » du chimiste néerlandais DSM

Eaux Minérales23

➤ pas d'article ce mois-ci

Recyclage23

➤ Ferrailles : prix à la hausse et gisements à la baisse

➤ DEEE : l'arrêté sur le registre des producteurs est signé

➤ DEEE : les coûts de la collecte primaire sont très variables

➤ Marché du CO2 : Powernext est leader européen sur un marché qui devrait exploser

➤ Bouteilles de verre : retour possible en France de la consigne

QUESTIONS MULTILATERALES .25

➤ Questions Globales : entrée imminente de la Russie à l'OMC

➤ Périmètres économiques : réforme du système antidumping australien

➤ Métaux de base et d'alliage : enquête antitrust sur la fusion Inco - Falconbridge

LES ETATS27

LES ENTREPRISES29

CARNET33

ECO-NOTE35

➤ Le monde du diamant : une évolution tumultueuse ; par J.C. Michel.

**TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES
POUR LE MOIS DE MARS 2006**

**Métaux précieux
(London fixing price)**

	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Moyenne février 2006	Moyenne mars 2006	Tendance mars 06 / février 06
Exprimés en dollars/once								
Argent	4,4	4,6	4,9	6,7	7,3	9,5	10,4	+ 9,0 %
Or	275	310	363	409	445	555	557	+ 0,3 %
Palladium	540	337	201	230	202	289	310	+ 7,1 %
Platine	515	540	692	844	897	1 041	1042	+ 0,0 %
Exprimés en euros/once								
Argent						8,0	8,7	+ 9,1 %
Or						465	468	+ 0,6 %
Palladium						242	260	+ 7,3 %
Platine						872	875	+ 0,3 %

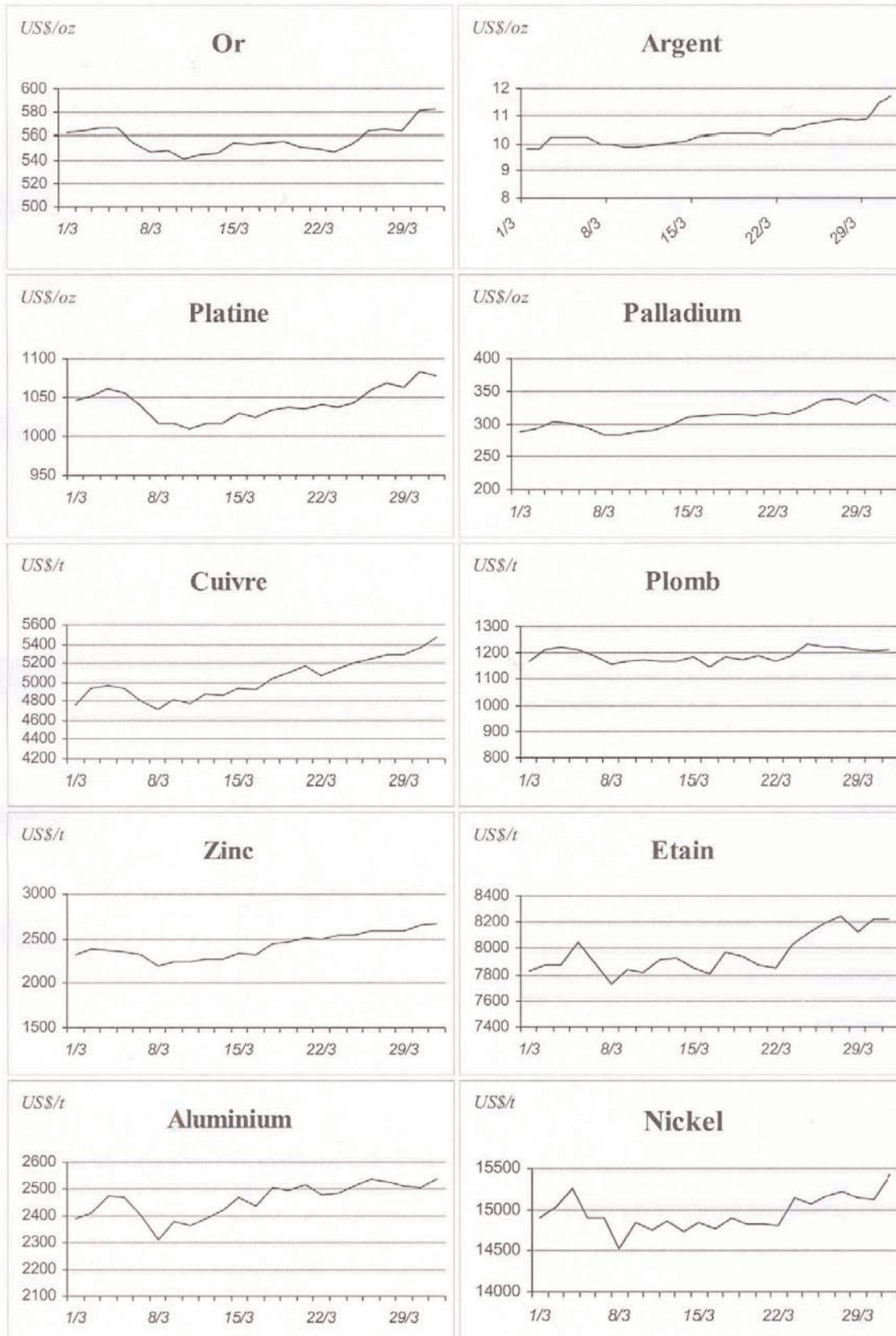
**Métaux de base et d'alliage
(London LME 3 mois)**

	Rappel moyenne 2001	Rappel moyenne 2002	Rappel moyenne 2003	Rappel moyenne 2004	Rappel moyenne 2005	Moyenne février 2006	Moyenne mars 2006	Tendance mars 06 / février 06
Exprimés en dollars/tonne								
Aluminium	1 440	1 365	1 430	1 721	1 899	2 455	2 364	- 3,7 %
Cuivre	1 580	1 580	1 790	2 789	3 503	4 982	5 031	+ 1,0 %
Etain	4 480	4 090	4 900	8 354	7 335	7 819	7 956	+ 1,9 %
Nickel	5 940	6 745	9 610	13 724	14 569	14 975	14 912	- 0,4 %
Plomb	475	460	515	848	941	1 276	1 191	- 6,7 %
Zinc	885	795	845	1 063	1 392	2 219	2 423	+ 9,2 %
Exprimés en euros/tonne								
Aluminium						2 078	1 964	- 3,7 %
Cuivre						4 107	4 181	+ 1,0 %
Etain						6 518	6 621	+ 1,6 %
Nickel						12 649	12 395	- 2,0 %
Plomb						1 053	990	- 5,9 %
Zinc						1 874	2 013	+ 7,4 %

Etat des Stocks au LME (t)

	Fin 2002	Fin 2003	Fin 2004	Fin 2005	Fin février 2006	Fin mars 2006	Tendance mars 06 / février 06
Aluminium	1 241 350	1 423 225	694 750	622 700	769 475	779 225	+ 1,3 %
Cuivre	855 625	430 525	48 875	72 600	108 900	121 925	+ 12,0 %
Etain	25 610	14 475	7 685	12 585	15 470	14 820	- 4,2 %
Nickel	21 970	24 070	20 892	23 964	34 686	32 568	- 6,1 %
Plomb	183 900	108 975	40 700	41 350	77 375	89 625	+ 15,8 %
Zinc	651 050	739 800	629 425	437 800	329 675	285 100	- 13,5 %

VARIATION DES COURS DES METAUX PENDANT LE MOIS DE MARS 2006



INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. COURS ET TENDANCE

Métaux précieux : nouveaux sommets pour l'argent et le palladium

Les métaux précieux ont connu une évolution contrastée pendant le mois de mars.

L'or et le **platine** sont restés stables, avec des cours moyens respectivement inchangé à 540 \$/once et gagnant 0,3 % à 1 070 \$/once.

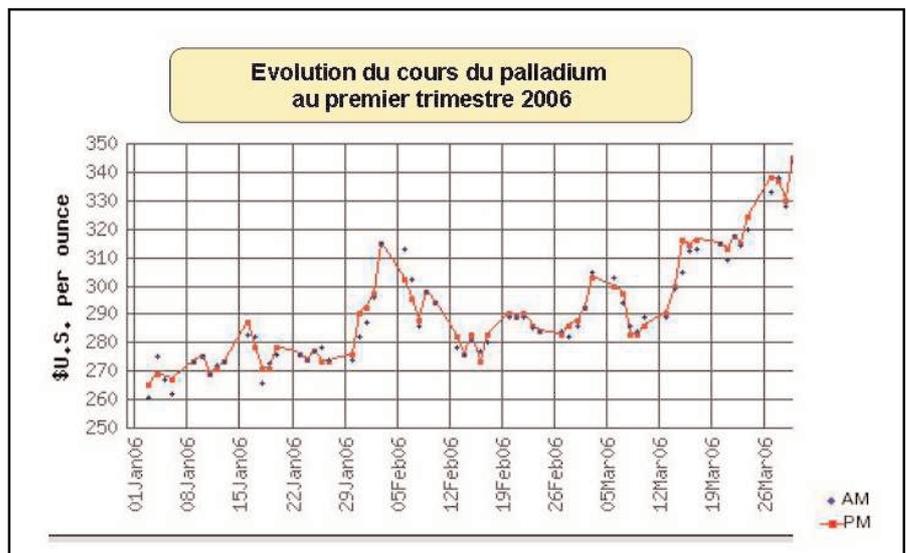
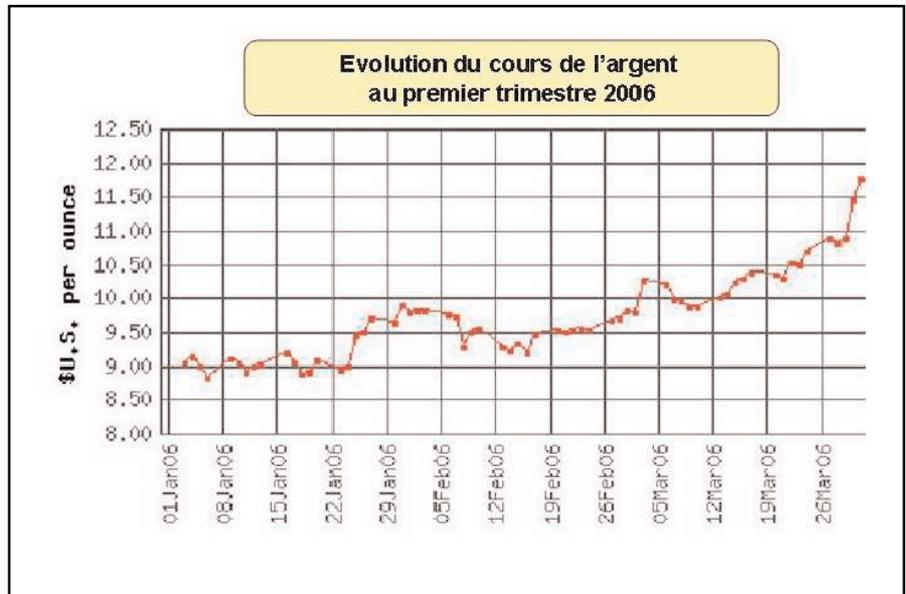
L'**argent** et le **palladium** ont, par contre, battu des records. Sous la pression des fonds spéculatifs, l'**argent** a atteint plus de 11,5 \$/oz et la tendance à la hausse sur ce marché pourrait, selon les analystes, se poursuivre pour atteindre les 15 \$/oz. Quant au palladium, en dépassant les 340

Métaux de base : nouvelles hausses pour le zinc, le cuivre et l'étain

L'évolution des cours de ces différents métaux a également été contrastée au mois de mars : nouvelles hausses pour le zinc, le cuivre et l'étain, et recul pour le plomb, le nickel et l'aluminium.

Le zinc a maintenant dépassé les 2 500 \$/t, un niveau record que l'on aurait difficilement imaginé il y a 5 ans. En 2005, année qui l'avait déjà vu gagner 80 %, le zinc connaissait sa quatrième année consécutive de déficit du marché, la production ne progressant que de 1 %, à 10,26 Mt, alors que la consommation progressait de 2,3 %, à 10,69 Mt, selon l'International Lead & Zinc Study Group. Or, la situation de déficit devrait perdurer en 2006 (- 320 000 t), comme en 2007 (- 140 000 t) et continuer d'attirer les fonds d'investissements.

Le cours du **cuivre** a encore progressé pour dépasser nettement les 5 400 \$/t. La situation n'est pourtant pas la



(La Tribune : 27/03/2006)

même que celle du zinc car le marché 2006 pourrait passer d'une situation déficitaire à un situation excédentaire - d'environ 50 000 t - selon les analystes de la Société Générale.

Le cours de l'**étain** est, quant à lui, revenu au niveau de 8 000 \$/t.

Le cours moyen de l'**aluminium** a perdu près de 4 % en un mois, mais son évolution est plutôt ascendante

après la forte chute qui l'avait affecté dans la première moitié de février. Alcoa, n° 1 mondial, prévoit à plus long terme une forte hausse de la consommation mondiale qui devrait globalement passer de 31,5 Mt en 2005 à plus de 60 Mt en 2020 ; la plus forte augmentation venant d'Asie (13,1 à 31,6 Mt), devant l'Europe de l'Ouest (6,7 à 10,8 Mt) et l'Amérique du Nord (7,2 à 11,6 Mt).

Le cours du plomb, pour une fois désolidarisé de celui du zinc, est resté remarquablement stable pendant tout le mois.

Enfin, la volatilité du cours du nickel a été contenue entre les niveaux 14 500 et 15 500 \$/t.

(Les Echos : 21/03/2006 ;
Mining Journal : 31/03/2006)

Devises

En mars, l'Euro a commencé à se renforcer par rapport au Dollar, à la Livre anglaise et au Yen. Monté jusqu'à 1,22 \$, l'Euro est redescendu dans le dernier tiers du mois vers 1,2 \$. Après avoir frôlé les 0,695 £, l'Euro est revenu au dessous de 0,69 £ dans le dernier tiers du mois. Enfin, parti de 138 yens, l'Euro s'est rapidement stabilisé autour de 141 yens.

2. FONDAMENTAUX

Europe : nouveau relèvement du Taux directeur de la BCE

Le nouveau relèvement de taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE), de 0,25 %, à 2,50 %, est intervenu début mars comme l'avait annoncé en janvier son président Jean Claude Trichet. Les trois taux de la BCE, taux des dépôts, taux de refinancement et taux du prêt marginal, passent ainsi respectivement à 1,50 %, 2,50 %, et 3,50 %. Après une période de stabilité des taux entre mi-2003 et fin 2005, c'est le second relèvement successif d'1/4 de point.

Ce relèvement a l'objectif préventif de contenir les anticipations d'inflation sur les marchés et d'éviter ainsi une

remontée des taux d'intérêt à long terme sur les marchés obligataires. Le souci principal de la BCE reste le risque d'inflation, et si la BCE a revu faiblement à la hausse ses prévisions de taux de croissance (2,1 % en 2006 contre 1,9 % précédemment), elle a fait de même pour les taux d'inflation. La BCE pourrait réexaminer la situation en juin, la possibilité d'un nouveau relèvement n'étant pas écartée. D'ailleurs, une partie des économistes continue d'anticiper une valeur de 3 % d'ici la fin 2006.

Un autre élément qui a pesé dans la décision de la BCE est la forte croissance des prêts immobiliers, de + 11 % en rythme annuel dans la zone euro, ce qui est préoccupant compte tenu de la relative stagnation économique. Dans ces conditions, nombre d'analystes craignent un éclatement de la « bulle immobilière » des deux côtés de l'Atlantique. Toutefois, J.C. Trichet a tenu à préciser en milieu de mois que la BCE ne « ...diagnostiquait pas dans l'immédiat de danger de bulle au niveau de l'ensemble de la zone euro ».

Pour les économistes de l'OCDE, les réajustements opérés par les Banques Centrales ne doivent pas être une entrave ou un frein à la reprise économique mondiale, et l'OCDE les invite donc à la modération. L'OCDE croit à une reprise, mais estime qu'elle sera déjà pénalisée par les coûts croissants de l'énergie et du pétrole en particulier. Par ailleurs, la hausse du pétrole étant aussi un facteur d'inflation, ajoute aux préoccupations des Banques Centrales.

(Les Echos : 01-08/03/2006 ;
Le Figaro : 03/03/2006 ;
La Tribune : 03-15-17/03/2006)

Japon : fin de déflation et infléchissement de la politique monétaire

Les prix ont augmenté au Japon en janvier (+ 0,5 %) pour le troisième mois consécutif. Cette évolution contraste avec le - 0,5 % de janvier 2005, le retour vers un niveau « zéro » ayant nécessité la majeure partie de l'année 2005.

Cette fin de déflation paraît s'inscrire dans un processus d'amélioration de la situation de l'économie japonaise. Les entreprises investissent de plus en plus, et ces investissements nationaux, au dernier trimestre 2005, étaient en hausse de 9,5 % par rapport à ceux de la même période calendaire 2004. L'industrie est le domaine économique privilégié (+ 16,1 %), tiré en particulier par le secteur des équipements de transport (+ 49,1 %) qui devançant les constructeurs automobiles. Le domaine non manufacturier se place plus en retrait (+ 6,3 %), mais cette progression s'inscrit dans un processus très récent de retour à la hausse, dynamisé par l'immobilier (+ 48,1 %) et les fournisseurs de service (+ 38,5 %).

Ce tableau a toutefois été assombri par le constat d'un déficit commercial, - 348,9 milliards de yens et le premier constaté depuis 20 ans - attribué à la forte hausse des hydrocarbures et à la hausse de la consommation (plus 28,1 %) plutôt qu'à une contre-performance du secteur des exportations. En tout état de cause, la confiance dans l'évolution de l'économie japonaise demeure : pour preuve, la Bourse de Tokyo a vu son indice monter assez régulièrement depuis le début 2005, de 11 000 points à 16 000 points actuellement.

(La Tribune : 06-10/03/2006 ;
Les Echos : 06-07-10-14/03/2006)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITÉ

Les suites de l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor

Depuis l'annonce de l'OPA-OPE de Mittal Steel sur Arcelor faite le 27 janvier et l'établissement respectif de plans industriels¹ présentés aux

¹ Cf Eco-note de l'Ecomine du mois de février

Variations trimestrielles du PIB dans le monde (données OCDE)						
	2005				2006 (prévisions)	
	2005 T1	2005 T2	2005 T3	2005 T4	2006 T1	2006 T2
Zone euro	0,3	0,4	0,7	0,3	0,6	0,6
Allemagne	0,6	0,3	0,6	0,0	0,6	0,4
France	0,3	0,0	0,7	0,2	0,5	0,5
Italie	- 0,5	0,7	0,3	- 0,4	0,4	0,3
Royaume-Uni	0,2	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Etats-Unis	0,9	0,8	1,0	0,4	1,1	0,9
Canada	0,5	0,9	0,9	0,6	0,8	0,8
Japon	1,5	1,3	0,3	1,4	0,7	0,5

gouvernements dans la 1^{ère} quinzaine de mars, le dossier attend, pour avancer significativement, une formulation juridique satisfaisant les trois Etats concernés. Il n'est pas encore sûr que le dépôt officiel de l'offre - en principe prévu à la fin de la 1^{ère} quinzaine d'avril - s'effectuera au seul Luxembourg.

En Belgique, la Chambre de Commerce a tenté d'introduire un amendement à la législation européenne destiné à exiger de toute société en opérant une autre d'avoir un minimum de 25 % de capital flottant, sinon de devoir présenter une offre 100 % cash.

Dans les médias, les débats ont porté sur la capacité comparée de Mittal Steel et d'Arcelor à créer de la valeur ajoutée pour les actionnaires ou à préserver les usines et les emplois actuels. A cet égard, la stratégie à adopter concernant la branche « inox » d'Arcelor, confrontée à la surcapacité mondiale actuelle, constitue un véritable enjeu. Pour respecter ses objectifs de bénéfices, la direction d'Arcelor avait admis devoir examiner son cas alors que le groupe a pris 100 % du capital de sa filiale brésilienne Acesita spécialisée dans l'inox fin 2005. Le Groupe a finalement décidé, mi-mars, de céder sa filiale Ugitech à la société allemande Schmolz + Bickenbach (S+B). Arcelor cède ainsi 15 % de son chiffre d'affaires inox (6 sites de production dont 4 en France, 200 kt/an), et S+B renforce le pôle inox long qu'il est en train de constituer, devenant même le n°1 mondial des aciers inoxydables longs (350 kt/an).

Arcelor montre avec son entrée dans le capital du sidérurgiste chinois Laiwu Steel (38,41 %) et son OPA réussie sur le sidérurgiste canadien Dofasco (98,5 % du capital début mars) une croissance externe forte. En outre, Arcelor va augmenter significativement sa part de capital, de 7,5 % à 32,5 %, dans le sidérurgiste marocain Sonasid (1,4 Mt/an, 374 M€ de chiffre d'affaires) : l'opération se fera par le biais d'une augmentation de capital réservée, Arcelor prenant 50 % de la holding contrôlant 65 % de Sonasid. Directeur de Arcelor Brésil, Leonardo Horta a révélé que le groupe cherchait à renforcer sa position et a cité deux pistes possibles : d'une part, celle d'une OPA sur la Companhia Siderurgica Nacional (6 Mt/an), d'autre part celle de l'entrée de la Companhia Vale do Rio Doce (CVRD, mineur de fer

n°1 mondial) en tant que minoritaire. Mais la première piste pose un problème de méthodes de gouvernance très différentes entre Arcelor et CSN, et dans la seconde, CVRD s'était fixé une stratégie de joint venture sur des projets sidérurgiques excluant le long terme. Enfin, Arcelor serait en train de négocier en Chine son entrée dans le capital de Handan Iron and Steel Group (7,3 Mt/an en 2005, projet greenfield de complexe sidérurgique de capacité 4,6 Mt/an), où il se retrouve en concurrence avec... Thyssen-Krupp Stahl.

Le groupe européen n'en oublie pas pour autant la croissance organique puisqu'il vient de décider de porter la capacité de production de brames d'acier de son usine de Sollac Méditerranée (Fos-sur-Mer) de 2,4 à 2,7 Mt/an, aménagement qui sera fait durant le second semestre 2007.

Du côté de Mittal Steel, la Direction a maintenu fermement ses positions sur le prix proposé, 18,6 Md€, ainsi que sur les droits de vote doubles des actions aux mains de la famille Mittal. Par ailleurs, le groupe a essayé de montrer qu'il pouvait proposer d'autres alternatives aux options prises par Arcelor sur des sujets sensibles. Dans le cas de la branche inox, Mittal Steel continue d'arguer de sa capacité d'expertise et de son expérience du redressement pour pouvoir sortir la branche de sa mauvaise rentabilité, tandis que dans le cas de la fermeture prévue de l'usine Arcelor de Florange, Mittal Steel parle de réexamen possible du dossier car il est aussi client de leur acier.

(American Metal Market : 06/03/2006 ; Financial Times : 21-23/03/2006 ; La Tribune : 03-07-08-09-10-15-16-23/03/2006 ; Le Figaro Economie : 28/02/2006, 08/03/2006 ; Le Journal des Finances : 24/03/2006 ; Les Echos : 03-08-09-10-13/03/2006 ; L'Usine Nouvelle : 23/02/2006, 16/03/2006 ; L'Usine Nouvelle site web : 24-27-28/02/2006, 03-07-09-10-13-16/03/2006 ; Metal Bulletin : 20-27/02/2006, 06-13/03/2006 ; Platt's Metals Week : 06/03/2006 ; Recyclage Récupération : 17-24/02/2006, 03-10-17/03/2006)

OPA d'Eramet sur Weda Bay Minerals

Le 15 mars, Eramet annonçait une OPA amicale sur Weda Bay Minerals

(WBM) cotée à Toronto. L'offre, uniquement en numéraire, propose 2,70 C\$/action WBM (1,95 €), soit une prime de 13 % et une valorisation de la cible à 270 MC\$ (195 M€) ; elle est ouverte jusqu'au 1er mai 2006 et sa réussite est conditionnée à l'obtention de 75 % du capital. L'OPA a été approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration de WBM et par des actionnaires représentant plus de 40 % du capital : WBM générerait chroniquement du déficit d'exploitation et ne distribuait pas de dividende, l'action cotant 1,92 C\$ le 20 février après avoir coté 1 C\$ lors de l'augmentation de capital de décembre 2005.

Par cette opération, Eramet veut acquérir le gisement de nickel latéritique de Weda Bay situé dans l'île de Halmahera (archipel des Moluques, Indonésie). La joint venture de droit indonésien managant le projet, PT Weda Bay Nickel, est détenue à 90 % par WBM (via sa filiale Strand Minerals Indonesia) et à 10 % par PT Aneka Tambang² (Antam). Mais, depuis la formalisation du projet par la signature du « Contract of Work » avec le gouvernement indonésien en février 1998, WBM cherchait un partenaire industriel et financier pour réaliser la faisabilité et le développement du gisement. L'offre de partenariat lancée en octobre 2005, c'est Eramet qui l'a emporté parmi une quinzaine de candidats.

La cartographie du gisement correspond à un essaim de collines résiduelles de latérites et de saprolites parfois sub-affleurantes dont la cartographie s'est appuyée sur le traitement d'imagerie satellitaire ; la moitié des zones identifiées comme latérites nickélifères resterait à sonder. Le bilan de ressources (limonites + saprolites) de septembre 2005 faisait état de :

- 155 Mt à 1,45 % Ni (2,2 Mt) + 0,09 % Co (140 kt) en ressources mesurées et indiquées,
- 123 Mt à 1,53 % Ni (1,9 Mt) + 0,08 % Co (98 kt) en ressources inférées,
- d'un potentiel complémentaire de 500 Mt encore non prospecté.

² Antam, opérateur indonésien, produit du ferronickel sur le gisement de Pomalaa dans l'archipel des Célèbes et extrait du minerai de nickel dans l'île de Gebe.

Le procédé de traitement global des minerais qui a été choisi et développé par Outokumpu lors de l'étude de pré-faisabilité de 1998-99, puis par OM Group, est une lixiviation acide, soit à la pression atmosphérique, soit sous pression, qui aboutit à des produits intermédiaires (sulfures mixtes) devant ensuite être raffinés. Selon WBM, le gisement pourrait produire 60 kt/an de nickel et 5 kt/an de cobalt sous forme de sulfures mixtes. La collaboration avec OM Group ayant cessé en 2005, WBM doit soit rembourser les 22,5 M\$ avancés, soit verser 1 % du revenu métallurgique net de la future usine pendant 30 ans.

Pour Eramet, la réussite de l'OPA lui apporterait à la fois des ressources d'environ 4 Mt de nickel pour un coût équivalent à une année d'investissements courants, et la possibilité de doubler sa production métallurgique (59,6 kt de nickel en mattes ou ferronickel en 2005 et 68 kt prévisionnelles en 2006). Si l'entrée dans l'hydrométallurgie constitue un challenge pour Eramet, les teneurs relativement élevées du gisement sous très faible recouvrement, la proximité côtière (port en eau profonde prévu) et un partenaire expérimenté tel Antam constituent des avantages significatifs autorisant une exploitation à faible coût opératoire (0,53 \$/lb Ni selon l'étude sommaire faite). En revanche, le climat équatorial très pluvieux, la dispersion des collines latéritiques et le manque d'infrastructures sont des handicaps à dépasser.

L'étude de faisabilité pourrait débuter dès mai 2006 et durer 18 mois. C'est donc vers la fin 2007 ou le début 2008 qu'une décision sera prise pour un objectif de mise en production situé vers 2010. Le coût du projet, non révélé, est d'un ordre de grandeur de 1,5 Md\$.

(Metal Bulletin : 20-29/03/2006 ; Mining Journal : 03/06/2005, 09/12/2005, 17/03/2006 ; Platt's Metals Week : 20/03/2006 ; Sites web eramet.fr (communiqué du 15/03/2006), agefi.fr, wedabay.com).

Corus cède l'aval de sa division aluminium à Aleris International

Le sidérurgiste anglo-néerlandais Corus aurait trouvé dans le groupe

américain Aleris International le repreneur de sa division aluminium. En fait, Corus et Aleris ont signé un accord préalable à la reprise des activités aval de cette division, dont le chiffre d'affaires est de 1,5 Md€, pour un montant de 826 M€. Le rachat pourrait être finalisé dans le courant de 3^{ème} trimestre.

Aleris International est officiellement né en janvier 2005 de la fusion de Commonwealth Industries Inc et d'Imco Recycling Inc et a absorbé, depuis, différents actifs de la société Ormet en faillite. Aleris est un des plus importants producteurs d'aluminium recyclé, fabrique aussi des produits d'aluminium laminés mais n'a pas de production primaire.

Corus cède ses trois laminoirs : Coblenz (Allemagne), qui est le plus attractif car le site fournit des pièces spéciales à forte valeur ajoutée au secteur aéronautique, Duffel spécialisé dans l'automobile (Belgique) et Cap-de-la-Madeleine (Canada). Corus cède de même ses cinq usines d'extrusion : Vogt, Bitterfeld et Bonn (Allemagne), Duffel (Belgique) et Tianjin (Chine).

L'accord laisse donc à Corus les fonderies de Voerde (90 kt/an, Allemagne) et de Delfzijl (160 kt/an, Pays Bas) dont le chiffre d'affaires global est de 130 M€. L'accord est cependant assorti d'un contrat de long terme pour fournir du métal aux unités d'Aleris. C'est donc Corus qui devra commencer à revoir en priorité le contrat d'électricité de l'usine de Delfzijl où le Kwh est payé 60 € alors que le « seuil » économiquement acceptable est donné par le PDG de Corus, Philippe Varin, à 35 €. En 2002-2003, Péchiney avait essayé de racheter la division aluminium complète de Corus pour 861 M€.

(Les Echos : 17/03/2006 ; L'Usine Nouvelle : 23/03/2006 ; Metal Bulletin : 20/03/2006 ; Platt's Metals Week : 20/03/2006)

L'OPA sur Falconbridge est repoussée d'un trimestre par Inco

Suite à l'annonce de son OPA amicale sur Falconbridge faite en octobre 2005, Inco a dû repousser la date limite

de l'opération au 30 juin - c'est la 3^{ème} fois depuis le début de l'OPA - afin de laisser le temps au Département de la Justice américain et à la Commission Européenne de finir d'étudier le dossier. Le Bureau de la Concurrence canadien avait donné son accord en février.

La Direction d'Inco s'est déjà déclarée prête à revendre la raffinerie de nickel norvégienne de Falconbridge, bien qu'en parallèle elle rapporte à la presse qu'il y a actuellement suffisamment de producteurs de nickel de bonne qualité pour que la fusion en question ne soit pas préjudiciable aux consommateurs. Ce qui serait redouté, en fait, c'est l'intégration dans un même groupe de la production de nickel et de la production d'alliage spéciaux à destination, en particulier, des fabricants de turbines pour l'aéronautique.

A divers titres, le retard peut aussi venir d'ailleurs. Au Canada (Terre Neuve), Inco a démarré la production minière à Voisey's Bay fin août et installé son unité pilote d'hydrométallurgie en octobre. En nouvelle Calédonie, Inco et Falconbridge sont chacun les développeurs d'un grand projet minier. En début d'année, Falconbridge a décidé du choix des entrepreneurs qui construiront le projet Koniambo dont l'investissement total atteindra 2,2 Md\$; le début des travaux est prévu en 2007 et la mise en production - qui atteindra 60 000 t/an de nickel - vers 2009-2010. Avancé dans la construction du projet Goro Nickel, Inco rencontre depuis le début de l'année une vive opposition des communautés locales qui vient d'occasionner des destructions matérielles et l'arrêt des travaux.

Reste le cas de Xstrata qui est actionnaire à 19,9 % de Falconbridge. Pour réussir l'OPA, Inco doit acquérir les deux tiers des actions plus les actions détenues par Xstrata. Or, une contre-OPA d'Xstrata disposant d'une trésorerie importante semble encore possible pour certains observateurs.

(AMM : 27/02/2006 ; L'Usine Nouvelle : 10/03/2006 ; Metal Bulletin : 27/02-06/03/2006 ; Mining Journal : 24/02-18/03/2006 ; La Tribune : 22/02/2006 ; Platt's Metals Week : 27/02/2006)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. MÉTAUX DE BASE

ALUMINIUM

Mc Kinsey prévoit un doublement de la production mondiale d'aluminium primaire d'ici à 2020, que Alcoa traduit par 80 fonderies à construire

À partir d'une prévision par Mc Kinsey d'un doublement de la demande mondiale d'aluminium primaire dans les 15 ans à venir, à environ 61 Mt, Alain Belda, PDG d'Alcoa, a traduit par l'expansion des capacités au rythme moyen de 2 Mt/an d'ici 2020, soit 80 fonderies d'aluminium à construire. Par une revue simplifiée des croissances attendues avec « quasi-certitude » dans certaines régions, pays du Golfe persique et Moyen Orient, Russie, Chine et Islande, quelle part de cette nouvelle capacité se partagera le reste du Monde ?

Dans la région du **Moyen Orient, pays du Golfe persique** en particulier, dominant les producteurs Alba (Aluminium Bahreïn) et Dubal (Dubai Aluminium) qui ont des capacités équivalentes (730-735 kt/an chacun). La capacité régionale, qui approche 1 900 kt/an, devrait inéluctablement se développer suivant trois axes : la croissance des deux leaders actuels qui sont en train de sécuriser leurs futurs gros besoins d'alumine (Dubal en Guinée et en Inde, Alba encore en quête...), l'arrivée de nouveaux investisseurs locaux et étrangers aux projets également adossés aux ressources énergétiques locales et, enfin, la relance du secteur en Egypte et en Iran (projet Salco qui sera construit pas des sociétés chinoises), ou sa création en Algérie (projet Jijel de Dubal, 600 + 300 kt/an).

Les grands projets sont nombreux, certains tardant à se concrétiser alors que les productions les plus avancées

étaient prévues pour 2007 : Ma'aden à Ras az Zhor (Arabie Saoudite, 620 kt/an), UDC-Dubal à Doha (Qatar, 516 kt/an), Aramco à Jubail (Arabie Saoudite, 500 kt/an), Oman Oil Co-Abu Dhabi Water & Electricity Co-Alcan à Sohar (Oman, 325 kt/an), Qatar Petroleum-Norsk Hydro (Qatar, 575 + 625 kt/an), etc.... Le projet Sohar a été approuvé fin 2005, Qatar Petroleum et Norsk Hydro viennent de créer leur joint venture opérationnelle (50 : 50) et de programmer la phase de travaux de mi-2007 à fin 2009 et, enfin, la confirmation de l'entrée d'Alcoa dans le capital d'Alba est attendue. Dernier projet en date, l'annonce faite par Dubal et Mubadala Development Co de la construction à Abu Dhabi d'une fonderie de capacité finale 1 200 kt/an (plus forte capacité mondiale) ; la 1^{ère} tranche de 600 kt/an devrait entrer en production vers 2010. Le coût global du projet est évalué à 6 Md\$.

Dans cette région, sauf événement géopolitique particulier, la capacité globale pourrait atteindre 6 Mt/an en 2010 et 7-8 Mt/an en 2020, soit 5-6 des 30 Mt supplémentaires qui sont annoncées.

En **Russie**, les deux leaders Rusal et Sual ont chacun leur ambition, pour Rusal devenir le n° 1 mondial au terme de son plan 2003-2013, pour Sual doubler la production à moyen terme, et un projet commun, Timan. En 2005, Rusal a produit 2,71 Mt d'aluminium primaire et Sual 1,05 Mt. Bien avant 2020, Rusal pourrait atteindre 5,2 Mt/an grâce à de grands projets greenfield : 600 kt/an pour le projet Taishet, autant pour Irkoutsk, 300 kt/an en Khakassie, 200 kt/an à Timan, plus 300 kt/an en croissance brownfield et 500 kt/an en croissance externe. Rusal vient de signer avec le producteur et distributeur d'électricité RAO Unified Energy Systems l'accord définitif de construction de la centrale de Boguchanskaya, préalable à la

construction de Taishet, et il prévoit de construire une fonderie en Azerbaïdjan (300 kt/an). Sual, qui avait pour projets greenfield immédiats les 200 kt/an de Timan et les 500 kt/an de Sverdlovsk, vient d'annoncer le lancement d'un nouveau projet (500 kt/an, 775 M\$) dans la région d'Irkoutsk où est située la plus grande de ses sept fonderies ; du côté de la croissance interne toutefois, les hausses possibles de capacités risquent de seulement compenser la restructuration parmi ses petites unités. Le projet commun Timan vient de franchir une étape décisive avec le soutien financier de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement et de l'International Finance Corp (branche de la Banque Mondiale).

Soit une capacité globale attendue en Russie de 7,5 Mt/an vers le milieu de la décennie, qu'on peut réévaluer à 8-9 Mt/an à l'horizon 2020. Soit 4-5 des 30 Mt attendues en supposant qu'une éventuelle fusion des deux groupes n'ait pas d'incidence sur le scénario.

En **Islande**, deux fonderies sont en activité, Grundartangi (90 kt/an, opérée par Nordural, filiale 100 % de Century Aluminium dont Glencore détient 29 % du capital) et Straumsvik (180 kt/an, filiale à 100 % d'Alcan). La production islandaise 2004 a atteint 271 kt. Des hausses de capacités sont en cours à Grundartangi (212 kt/an cette année) et, sans doute, à Straumsvik. Alcoa termine la construction de la fonderie greenfield de Reydarfjordur de capacité 332 kt/an, qui commencera à produire en 2007.

Le gouvernement islandais a commencé à solliciter les industriels dès 2005 pour construire une 4^{ème} fonderie. Alcan ne s'étant pas prononcé, Glencore n'ayant pas dit non, c'est Alcoa qui vient de signer un protocole pour entreprendre l'étude de faisabi-

lité de sa seconde fonderie islandaise. Elle est prévue à Bakki, dans le Nord de l'île, avec une capacité de 250 kt/an et une énergie fournie par géothermie ; son ouverture n'est pas prévue avant 2010. Cela signifie 1,0-1,1 Mt/an prévisibles d'ici 2010 et 2 Mt/an possibles d'ici 2020 compte tenu de la sécurité d'investissement apportée par le contexte. Soit 1,7 Mt/an supplémentaires.

En **Chine**, le problème se pose en termes de croissance globale, indépendamment de la création en cours d'un acteur majeur à l'égal des majors mondiaux, Chalco, dont le développement a délibérément pris le sentier de la croissance externe. De 2003, année où la production nationale avait atteint 5,55 Mt et, significativement, le cinquième de la production mondiale, le tonnage a continué de progresser pour atteindre 7,8 Mt en 2005 (+ 18,4 % par rapport à 2004) et l'objectif 2006 est donné pour 8,5 Mt (+ 9 %). C'est ce reflux attendu d'une croissance ordinairement à deux chiffres (+ 28 % en 2003, + 19 % en 2004) qui permet de dire à A. Belda que le marché serait déficitaire cette année de 300 kt.

D'après les capacités en cours de développement, la production est estimée atteindre 10 Mt/an à l'horizon 2010, avec la caractéristique d'équilibrer, ou presque, la demande domestique. Sur ce constat et en fonction du scénario d'évolution de la demande chinoise à l'horizon 2020 établi par Goldman Sachs en 2005, le tonnage requis s'établit dans une fourchette 13,5-29 Mt (hypothèses faible/forte). Soit de 5,5 à 21 Mt/an supplémentaires.

En **conclusion**, la fourchette de capacités nouvelles à l'horizon 2020 pour ces quatre régions ou pays est de 16,2 Mt/an à 33,7/an Mt. Cela laisserait donc de 15 Mt/an à rien aux autres pays producteurs. Compte tenu des développements de capacités connus en Inde, en Amérique latine (dont Caraïbes), récemment en Afrique de l'Ouest, etc... il faut donc comprendre que Mc Kinsey et le PDG d'Alcan ont retenu le scénario d'évolution chinois dit « faible ».

(*American Metal Market* : 06/03/2006 ; *L'Usine Nouvelle* : 16/03/2006 ; *Metal Bulletin* : 27/02/2006, 06-13-20/03/2006 ; *Metal Bulletin Daily* : 01-14-28/03/2006 ; *Mining Engineering* : February 2006 ; *Mining Journal* : 24/02/2006, 03-10/03/2006 ; *Platt's Metals Week* : 27/02/2006, 06-13/03/2006 ; *Raw Material Data* ; *Recyclage Récupération* : 24/02/2006)

Chalco obtient l'amodiation du gisement de bauxite australien d'Aurukun et absorbe un 9^{ème} concurrent chinois

En Australie, c'est finalement le groupe aluminier n° 1 chinois Chalco qui a obtenu du gouvernement du Queensland l'amodiation du gisement de bauxite d'Aurukun (300-500 Mt de ressources) aux dépens de tous les autres grands du secteur qui étaient candidats. Le protocole d'accord doit être signé au début d'avril. Néanmoins, l'obtention ferme et définitive est assujettie au respect intégral des obligations faites à Chalco et, notamment, un plan d'avancement rigoureux. Chalco a jusqu'à fin mai pour réaliser l'étude de préféabilité et s'est engagé à finaliser le projet en cinq ans.

Chalco devrait développer à Aurukun des capacités minières et de traitement de la bauxite à hauteur de 7,5 Mt/an et, dans une ville non encore désignée (Gladstone, Townsville ou Bowen) construire une raffinerie d'alumine de capacité 2,1 Mt/an. L'aluminier chinois avait même commencé à discuter avec les autorités locales de la possibilité d'ajouter la construction d'une fonderie.

En Chine, Chalco a signé le 11 mars un protocole d'accord de rachat à 100 % du producteur Fushun Aluminium (Liaoning) qui dispose d'une capacité de fonderie de 140 kt/an. Le prix annoncé est de 62 M\$, correspondant à 440 \$ par tonne de capacité, soit un prix un peu moins élevé que pour un développement brownfield et, surtout, de deux à trois fois moins élevé que pour un développement greenfield.

Chinalco, qui détient 42,14 % de Chalco, a racheté directement Baotou Aluminium et Gansu Lanzhou-Liancheng.

C'est la 3^{ème} « absorption » de Chalco depuis le début de l'année et la 9^{ème} depuis celle de Shanxi Huaze Aluminium & Electric Co en 2001. C'est, aussi, la 11^{ème} pour Chalco-Chinalco¹. C'est non seulement la façon la plus économique de se développer actuellement, alors que les finances de la moitié des aluminiers chinois sont très mauvaises, mais aussi l'occasion de consolider le secteur selon le souhait du gouvernement.

(*American Metal Market* : 06/03/2006 ; *Metal Bulletin* : 13/02/2006, 06-20/03/2006 ; *Mining Journal* : 03-17/03/2006)

CUIVRE

Le marché du cuivre 2005 finit à l'équilibre d'après l'ICSG ; prévisions de production minière 2006 en hausse

Le premier bilan du marché du cuivre 2005 réalisé par l'International Copper Study Group (ICSG) confirme l'équilibre avec une production minière de 14 916 kt, une production de cuivre raffiné de 14 328 kt, une production métal primaire + métal recyclé de 16 433 kt et une demande de métal de 16 431 kt. En 2004, le déficit avait atteint 887 kt. La production de cuivre raffiné a augmenté de 4 %, contre une baisse de la demande de 1,5 %, l'équilibre se réalisant au cours du dernier mois seulement.

Pour 2006, le marché devrait être encore à l'équilibre d'après la Société Générale ou en déficit de 200 kt d'après Natexis qui prévoit des hausses de la production minière et de la demande de cuivre raffiné de 5 %. La faiblesse des stocks et la demande soutenue devraient néanmoins contribuer au soutien du cours du cuivre : Merrill Lynch a remonté sa prévision de prix cash moyen à 2,0 \$/lb (4 409 \$/t) et le négociant-analyste John E. Gross à 1,70-1,75 \$/lb (environ 3 803 \$/t). Sur un panel de 75 industriels consommateurs chinois, 25 % croient que le cours sera à plus de 5 000 \$/t en fin d'année 2006 et 50 % se prononcent pour un cours entre 4 000 et 5 000 \$/t.

Du côté des mineurs, le n° 1 mondial, Codelco, devrait produire en

2006 à son niveau de 2005, qui a atteint 1 832 kt, en baisse de 0,5 % par rapport à 2004. Codelco a un plan de développement de cinq ans de plus de 11 Md\$ pour augmenter sa capacité à 6,7 Mt/an à l'horizon 2012 ; mais il lui faudra attendre 2009 pour véritablement en bénéficier (après l'extension de Mina Sur en 2006, mise en production de Gaby avec Minmetals en 2008 et de Hales en 2009...). Un premier volet de cinq ans de son contrat de long terme (15 ans) avec Minmetals vient de se concrétiser avec la couverture par ce dernier de 278 750 t et un premier versement de 440 M\$.

La production minière chinoise a atteint 0,65 Mt l'an dernier et l'objectif 2006 n'a pas été révélé ; suivant les sources, cela représente entre 40 % et 26 % de la production nationale de cuivre raffiné. La Zambie a produit 446 kt de cuivre cathode en 2005 et son objectif 2006 est de 485 kt (+ 9 %), grâce à la montée en puissance de Mopani Copper Mines.

(*La Tribune* : 17/03/2006 ; *L'Usine Nouvelle* : 16/03/2006 ; *Metal Bulletin* : 06-13/03/2006 ; *Mining Journal* : 03-17/03/2006 ; *Platt's Metals Week* : 20-27/02/2006, 06-13/03/2006 ; *Site web icsg.org* : *Preliminary data for 2005*)

Quelques projets cuivre américains parmi les projets qui seront mis en production dans le monde d'ici à 2011

D'importantes ressources de cuivre seront mises en production dans le monde dans les prochaines années, parmi lesquelles les projets du continent américain ont une bonne place. Quatre d'entre eux ont fait plus particulièrement l'actualité ce mois-ci.

Aux Etats-Unis, Constellation Copper Co devait démarrer la production du gisement à ciel ouvert de Lisbon Valley (Utah) d'ici la fin mars : la pleine production de cuivre cathode, vers 26 kt/an, est prévue dès la mi-2006 (tabl. suivant). L'exploitation a une quinzaine d'années de réserves à un coût opératoire moyen de 0,5 \$/lb. Phelps Dodge développe le gisement à ciel ouvert de Safford (Arizona), le plus important découvert au cours des trente dernières années

gisements / compagnies	localisation	réserves / ressources	minerai Mt	Cu %	Cu t	production cuivre	
						années	t/an
Lisbon Valley / Constellation Copper	Utah / Etats-Unis	réserves	37	0,51	187 425		
		ressources	44	0,48	212 640		
		capacité			387 000	15	25 800
Safford / Phelps Dodge	Arizona / Etats-Unis	réserves	556	0,22	1 224 720	18	68 040
		ressources	628	0,43	2 700 400		
Regalito / PAN Pacific Copper	Chili	capacité -			1 900 000	19	100 000
		capacité +			2 850 000	19	150 000
		réserves	1 261	0,53	6 648 140		
Toromocho / Peru Copper Inc	Pérou	ressources	866	0,38	3 329 060		
		total	2 127	0,47	9 977 200		
		coupure 0,6%	1 059	0,60	6 648 140		
		capacité			5 712 000	21	272 000

aux Etats-Unis : ses ressources assureront au moins 18 ans de production à la capacité retenue de 68 kt/an de cuivre cathode. Phelps Dodge attend l'obtention des derniers permis légaux pour lancer la construction qui doit durer deux ans, soit un démarrage possible vers la fin 2008 ; le coût global du projet est estimé à 550 M\$.

Au Chili, le gisement de cuivre de Regalito change de mains. PAN Pacific Copper (PPC) a lancé une OPA amicale sur la junior canadienne Regalito Copper Corp qui développe le projet, valorisant la compagnie à 137 M\$ (17 %). PPC est la joint venture créée par Nippon Mining Holdings (67 %) et Mitsui Mining & Smelting (33 %) pour unifier leur filière d'approvisionnement de concentrés et bientôt leurs capacités de fonderie et de raffinage. D'après les déclarations faites, le projet pourrait entrer en production vers 2011 à une capacité comprise entre 100 et 150 kt/an de cuivre cathode, soit une vingtaine d'années d'exploitation, pour un coût d'investissement de 600 M\$.

Au Pérou, une 1^{ère} évaluation indépendante des réserves et ressources du gisement de cuivre de Toromocho vient d'être fournie à son développeur, Peru Copper Inc (PCI). Les ressources exploitables à ciel ouvert sont de l'ordre de 6-7 Mt de cuivre d'après la zone riche cernée (coupure 0,6 % Cu) et d'après la capacité de production en concentrés de 270 kt/an définie par la préfaisabilité ; le coût opératoire correspondant est de 0,514 \$/lb. Toromocho produirait directement 14 300 t/an de cuivre cathode. PCI, qui cite des ressources globales de 10 Mt de cuivre et de 380 kt de molybdène, a diligemment une étude de faisabilité. Le montant de l'investissement total étant de l'ordre de 1,5 Md\$, il est possible

que PCI cherche un partenaire. Aucune date de mise en production n'est encore avancée.

(*Engineering & Mining Journal* : *March 2006* ; *Metal Bulletin* : 13/03/2006 ; *Mining Journal* : 10-17/03/2006 ; *Mining Magazine* : *March 2006* ; *Platt's Metals Week* : 20/02/2006)

Vente de la mine de cuivre péruvienne de Tintaya

La mise en vente de la mine péruvienne de Tintaya par BHP-Billiton suit son cours. Après Southern Copper Corp (filiale de Grupo Mexico), la Compania Minera Milpo s'est également portée candidate ; par contre, Antofagasta a renoncé. Le gisement a produit 70 kt de cuivre en 2004 alors que ses réserves sont estimées à 61 Mt à 1,31 % Cu (800 kt), une échelle de production insuffisante pour BHP-Billiton qui justifie sa cession.

(*Mining Journal* : 17/03/2006 ; *Platt's Metals Week* : 20/02/2006)

ÉTAIN

Chine versus reste du monde, les capacités d'étain augmentent

Premier producteur mondial de concentrés d'étain (part d'environ 44 %) et premier fondeur (environ 36 %), la Chine est entrée dans un processus de délocalisation partielle de sa production. C'est un autre exemple de la nouvelle politique de modération dans l'usage de ses ressources minières et de diversification des sources d'approvisionnement.

La fonderie de Tuas, construite près de Singapour en joint venture

entre Yunnan Tin (principal actionnaire) et des intérêts singapouriens, devait démarrer sa production commerciale en mars. A la pleine capacité prévue de 36 000 t/an, la fonderie produira 11 % du tonnage mondial d'étain raffiné.

En Bolivie, le gouvernement a l'intention d'ouvrir la recherche et le développement des ressources d'étain aux compagnies chinoises. Encore en cours de récupération du contrôle de la compagnie de Huanuni suite aux démêlés judiciaires de ses repreneurs en 2002, le gouvernement souhaite l'aide financière des compagnies chinoises afin de relancer non seulement Huanuni (300 t/mois de concentrés actuellement) mais le secteur étain dans tout le pays. Un accord est prévu au niveau des Etats afin de garantir les investissements sur le long terme.

En Australie, Bluestone Tin a effectué depuis la mine de Collinwood (Queensland) la première expédition de concentrés à destination de Malaysia Smelting. La mine devrait bientôt atteindre une capacité de 3 000 t/mois d'étain en concentrés.

En République Démocratique du Congo, la compagnie Central African Resources (CAR, à capitaux britanniques et sud-africains) est en train de construire une fonderie d'étain à Kalima, localité située dans le Sud-Kivu, de capacité de 5 000 t/an. L'exploitation reprendra les ressources de la société Sakima (ex-Sominki) dont CAR détient 80 % et l'Etat 20 %. En fait, la production d'étain est la 1^{ère} phase d'un projet comprenant aussi la mise en valeur des ressources locales de coltan (columbo-tantalite).

(Africa Mining Intelligence : 01/03/2006 ; Metal Bulletin : 27/02/2006, 06/03/2006 ; Platt's Metals Week : 20/02/2006)

FER ET ACIER

Guerre du prix des minerais de fer

Cette année, les trois majors du minerai de fer, CVRD, Rio Tinto et BHP-Billiton veulent imposer une hausse des prix qui avait été ramenée, en mars, dans la fourchette 20-24 %. Elle serait principalement justifiée par les hausses des coûts de

l'énergie, après celle de 71,5 % en 2005 justifiée par la hausse généralisée des prix des (autres) matières premières. Mais cette année, de façon plus virulente que l'an dernier, les sidérurgistes chinois forts de leurs 32 % de la production mondiale d'acier brut et de leurs 46 % du « sea market » du minerai de fer, veulent que la « préséance » qui incombait ordinairement aux sidérurgistes japonais et donnait le ton des transactions internationales leur incombe.

Après les annonces du sidérurgiste leader Baosteel² et de la CCCMC³ refusant ou déclarant inacceptables les hausses de prix demandées sur les minerais de fer, le gouvernement, via la National Development & Reform Commission et le Ministère du Commerce, est intervenu pour solidariser et renforcer la position chinoise après avoir pris l'initiative d'appliquer des taxes à l'importation. Après de premiers prix conclus en Chine à 52 \$/t (cif) pour du minerai australien et à 65 \$/t pour du minerai brésilien, le gouvernement chinois aurait voulu imposer des plafonds respectifs de 54 et de 70 \$/t (+ 4 % et + 8 %). Les 275 Mt importées par la Chine en 2005 ont été fournies à 41 % par l'Australie, à 25 % par l'Inde et à 21 % par le Brésil, soit un enjeu de l'ordre de 14-15 Md\$.

Le gouvernement australien a aussitôt réagi contre les « ingérences » du gouvernement chinois. En effet, les exportations australiennes de minerai de fer ont atteint 13,3 milliards d'US\$ pour l'année fiscale terminant le 30 juin 2005 ; en 2005, les mineurs locaux ont exporté 112 Mt vers la Chine, soit 43 % de leurs exportations. L'Abare australien⁴ a déclaré tabler sur une hausse du prix de 12 % qui est au milieu de la fourchette des analystes locaux, qui va de 5 à 20 %.

De son côté, le mineur indien n° 1, National Mineral Development Corp (NMDC), a annoncé une hausse de 15 % de ses prix à compter du 1^{er} avril ; l'Inde aurait exporté en

Chine 69 Mt en 2005, représentant plus de la moitié de ses exportations.

Dernier grand fournisseur du marché, CVRD a exporté en Chine 56,5 Mt de minerai de fer en 2005, soit 24 % de sa production.

La position prépondérante des trois majors du minerai de fer, qui assurent 80 % de ce commerce international, est de plus en plus critiquée par leurs clients sidérurgistes, dont les 3 majors représentent 12 % de la production mondiale d'acier brut. Malheureusement pour les sidérurgistes, la hausse de la demande donne l'avantage aux mineurs : en 2006, la demande chinoise de minerais de fer importés est estimée à 325 Mt par Lehman Brothers et à 330 Mt par CVRD, soit environ 50 Mt de plus que l'an dernier.

Un « quatrième round » de négociations entre mineurs internationaux et sidérurgistes chinois devait commencer en avril, sur lequel le gouvernement a promis de ne pas interférer. Attenante à cette hausse du minerai de fer est la hausse des prix de l'acier, pour laquelle certains sidérurgistes, dont Arcelor, ont préféré attendre l'issue afin d'ajuster en conséquence.

(Financial Times : 01/03/2006 ; La Tribune : 13-16/03/2006 ; Les Echos : 08/03/2006 ; L'Usine Nouvelle : 23/03/2006 ; Metal Bulletin : 27/02/2006, 06-13-20/03/2006 ; Mining Journal : 17/03/2006)

La sidérurgie brésilienne vend mal sa fonte mais reste très compétitive pour la fabrication de brames d'acier

Bien que les prix actuels de la fonte, vers 240-250 \$/t fob port brésilien, soient apparemment très au-dessus des prix connus en 2001 (140 \$/t), voire dans les années 90 (85-90 \$/t), ils reflèteraient surtout la hausse des coûts des matières premières et la baisse du dollar. Le renforcement du Real est aussi responsable de la hausse des coûts opératoires et de la perte des bénéfices à l'exportation.

Cela expliquerait la fermeture de 40 % des capacités de production de fonte du Brésil au cours des six derniers mois. Les producteurs brésiliens

² Baosteel mandaté pour négocier au nom d'un groupe de seize compagnies.

³ China Chamber of Commerce of Metals Minerals & Chemicals Importers & Exporters.

⁴ Australian Bureau of Agricultural and Resources Economics.

de fonte sont les plus importants exportateurs mondiaux, représentant 8-9 des 15-16 Mt/an (environ 55 %) négociées sur le marché international.

Le Brésil fait néanmoins partie des pays, avec la Russie et l'Inde, où les brames d'acier (slabs) sont produites au plus faible coût : d'après Philippe Varin, PDG du groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus, le prix brésilien serait égal à 70 % du prix pratiqué dans l'EU15. Ces plaques, qui sont l'étape indispensable avant la transformation en semi-produits et produits plats, sont un élément d'économie non négligeable pour la filière sidérurgique. Après avoir vendu son complexe de Teesside à un consortium international, Corus chercherait un ou des « ... partenaires stratégiques pouvant leur fournir ce type de matière première à bon marché ». En 2003, le groupe avait commencé à négocier, sur cette voie, avec la Companhia Siderúrgica Nacional.

(Metal Bulletin : 27/02/2006 ; 06-20/03/2006)

Sabic entre dans le capital de Sphere Investments qui développe le gisement de fer mauritanien de Guelb El Aouj

Sphere Investments, la société australienne qui développe en Mauritanie le gisement de fer de Guelb El Aouj (cf. Ecomine de février) a procédé à une cession de 14,8 % de son capital, sous forme d'émission d'actions, au profit de Saudi Basic Industries Corporation (Sabic).

La transaction, qui porte sur 10,3 M\$, a été faite via la filiale à 100 % de Sabic, Saudi Iron & Steel Co (4 Mt/an de produits d'acier plats et longs) qui sécurise ainsi ses besoins de minerai de fer. Le cash dégagé doit servir à financer la phase II de l'étude de faisabilité du gisement dont les ressources sont estimées à au moins 250 Mt : un premier scénario s'est établi sur une capacité de production de 7 Mt/an de concentrés de magnétite à 70 % de fer pendant une durée de vie de 30 ans. Sphere et la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière) disposent chacune d'une part de 50 % du capital.

(Africa Mining Intelligence : 15/03/2006 ; Metal Bulletin : 13/03/2006 ; Mining Journal : 10/03/2006)

PLOMB - ZINC

L'ILZSG a publié les premiers comptes des marchés du plomb et du zinc 2005

D'après l'International Lead & Zinc Study Group, la production mondiale minière de plomb et la demande mondiale de plomb raffiné ont augmenté similairement, respectivement de 5,6 %, à 3 309 kt, et de 5,5 %, à 7

7 573 kt, ramenant le déficit à - 86 kt après le - 305 kt de 2004.

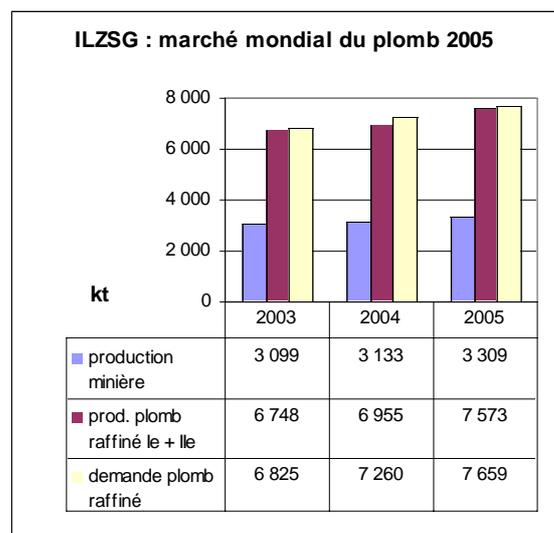
La répartition intercontinentale montre une hausse faible mais généralisée de la production minière, tandis que les deux autres postes, production de métal raffiné et consommation, sont marqués par des hausses sensibles en Asie (rôle de la Chine), respectivement de 16,3 % et de 11,1 %.

Concernant le zinc, si la production minière est en hausse de 2,2 %, à 10 008 kt (barre des 10 Mt franchie pour la 1^{ère} fois), la production de métal raffiné le + lle est en baisse de 0,7 %, à 10 283 kt (fig. suivante montrant l'évolution 2003-2005). La hausse de la demande de 0,6 % seulement, à 10 724 kt, contribue néanmoins à accentuer le déficit du marché qui passe à - 441 kt contre - 299 kt l'an dernier.

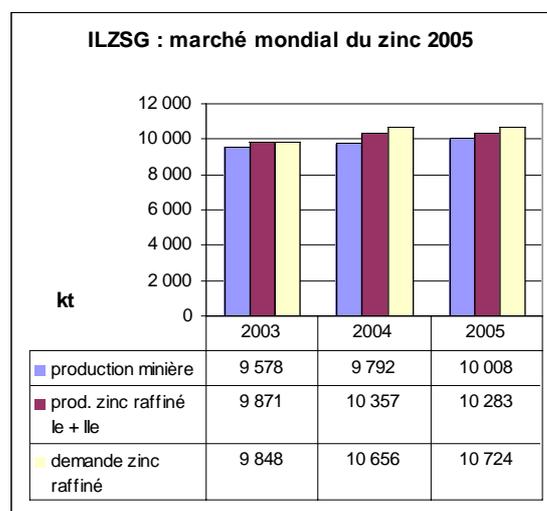
À l'échelle intercontinentale, l'ILZSG note une baisse sensible de la production minière des Amériques compensée par une hausse en Asie (+ 5,8 %). La production et la demande de métal raffiné sont caractérisées par une hausse sensible en

Asie (respectivement + 2,6 % et + 7,2 %) tandis que les tonnages des autres continents sont non significativement modifiés.

(Metal Bulletin : 27/02/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006 ; Site web ilzsg.org)



659 kt (fig. suivante montrant l'évolution 2003-2005). C'est une hausse substantielle de la production secondaire (recyclé) qui a permis de relever la production de plomb raffiné primaire et secondaire de 8,9 %, à



Le producteur chinois Huludao Zinc augmente sa capacité de zinc de 18 %

Huludao Nonferrous Metals Group réceptionnera en juin prochain dans son complexe d'Huludao (Liaoning) un nouveau four de production de zinc et de plomb qui augmentera sa capacité de zinc de 60 kt/an et de plomb de 30 kt/an. Mais surtout,

Huludao a changé de stratégie en se donnant la possibilité de traiter des concentrés de zinc et de plomb, plus faciles à obtenir sur le marché que des concentrés de zinc seul. La pénurie de ces derniers l'a obligé à utiliser ses capacités de zinc à 60-70 % seulement ces dernières années.

Sa capacité réelle de production de zinc sera ainsi portée de 330 à 390 kt/an, qui le fera repasser en capacité devant son rival Zhuzhou Smelter. Pour 2005, Huludao s'est fixé un objectif de production de 350 kt.

(Metal Bulletin : 20/03/2006 ; Mining Journal : 17/03/2006)

MÉTAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

Avec une part avoisinant 80 % du marché mondial de l'antimoine, les producteurs chinois ne peuvent que dominer la situation

Après avoir franchi la barre des 4 000 \$/t, le prix de l'antimoine métal a continué de monter. Il a atteint 4 500 \$/t cif Japon au début mars, 4 780-4 925 \$/t (qualité < 100 ppm Bi) et 4 580-4 780 \$/t (MMTA - qualité standard II) cif entrepôt Rotterdam vers la mi-mars. Les qualités à très faible teneur en bismuth, substitués possibles car en principe moins recherchées, ont augmenté en conséquence pour se retrouver normalement plus chères.

L'effet de la tension sur l'offre chinoise d'antimoine qui perdure (cf. Ecomine de février) est en rapport avec ses 72 à 88 % de part du marché mondial (production nationale de 100 000 t en 2004 d'après l'USGS). D'après les déclarations de traders faites vers la mi-mars, la barre des 5 000 \$/t allait sûrement être franchie dans les prochaines semaines. C'est cet objectif de prix qu'annonçaient les autorités chinoises dès janvier, suite à la volonté des producteurs de compenser par une hausse du prix la baisse de la prime à l'exportation de 8 % à 5 % (cf. Ecomine de décembre 2005 et de janvier 2006).

Ces tensions sont aussi souvent considérées comme un scénario bien réglé, avec ses thèmes classiques tels le break du nouvel an chinois et les difficultés de Hsikwangshan, le plus grand gisement mondial d'antimoine situé dans le Hunan, à la capacité théorique de 35 000 t/an (le tiers de l'offre chinoise et le quart de l'offre mondiale). Nombre de clients ont cru pouvoir infléchir la situation en retardant leurs achats dans un contexte de demande qualifiée de stable. Mais les producteurs chinois ont répondu par restriction de l'offre accrue. Hsikwangshan (Twinkling Star Co), qui produit à 70 % de sa capacité en raison « d'une grave pénurie de concentrés », en a profité pour effectuer la maintenance de ses fours.

Comme pour la filière tungstène, certains investisseurs veulent miser sur l'existence d'une alternative à l'offre chinoise. En dernière date, c'est la compagnie australienne Straits Resources qui voudrait relancer la production du gisement d'antimoine de Hillgrove (Nouvelle Galles du Sud) arrêtée il y a trois ans en raison de prix trop bas. D'après son Directeur, cette initiative se justifie par le tonnage disponible, car la production représentait 10 % de l'offre mondiale, et par des teneurs d'antimoine fortes et associées à de l'or. Le plan de développement de Straits Resources prévoit une relance en deux étapes : redémarrage de la production dès le prochain trimestre avec l'objectif d'atteindre une capacité 8 000 t/an (Sb contenu), puis hausse de capacité pour atteindre 16 000 t/an au bout de trois ans et devenir la principale référence de l'offre non chinoise d'antimoine.

(Metal Bulletin : 27/02/2006, 06-20/03/2006 ; Metal Bulletin daily : 13/03/2006 ; Mining Journal : 03/03/2006 ; Platt's Metals Week : 20/02/2006, 06/03/2006)

CHROME

Conjoncture délicate pour la filière chrome sud-africaine

D'un côté, les investisseurs se pressent pour créer de nouvelles capacités de ferrochrome afin d'anticiper la reprise attendue de la demande, soutenus par le gouvernement sud-

africain qui s'inquiètera davantage, désormais, de la valeur ajoutée effective de ses exportations, et de l'autre, le plus grand producteur, Xstrata-Merafe Chrome Venture, va fermer plusieurs de ses unités de production afin de réduire l'offre dans l'actuel contexte de surproduction mondiale d'aciers inoxydables (80 % de la consommation du ferroalliage).

La filière sud-africaine reste en effervescence après le rachat de Samancor Chrome (1,1 Mt/an) par le groupe Kermas : en effet, de nombreux projets sont lancés et des investisseurs chinois sont particulièrement présents. Ainsi, ASA Metals (115 kt/an, filiale à 60 % de Sinosteel Corporation via Eastern Asia Metals Co) a annoncé le triplement de sa capacité de production d'ici 2008, puis la joint venture International Ferro Metals-Jiuquan Iron & Steel a annoncé la construction à Buffelsfontein d'un projet intégré de capacité 276 kt/an... tandis que Xstrata-Merafe Chrome Venture se restructure et porte sa capacité à 1,6 Mt/an.

Le sidérurgiste indien Tata Steel s'est à son tour engagé à lancer la construction d'une fonderie de ferrochrome à Richards Bay après avoir reçu l'autorisation des autorités environnementales pour son projet. Sont ici prévus deux fours de 120-135 kt/an de capacité chacun, dont les démarrages de production sont programmés pour le 3^{ème} trimestre 2007 et pour 2008.

Un consensus semblant exister actuellement sur le retour à la croissance de la filière des aciers inoxydables durant les 15 prochaines années - tandis que des signes de reprise sont perçus aux Etats-Unis et attendus en Europe - le problème actuel de surcapacité, a conduit Xstrata-Merafe Chrome Venture à revoir son plan de production. Deux fours étant déjà à l'arrêt, la compagnie devait procéder à l'arrêt de deux autres à partir du 1^{er} mars, portant la capacité en sommeil à 400 kt/an, pour une période indéterminée.

(Africa Mining Intelligence : 15/03/2006 ; Metal Bulletin : 27/02/2006, 06-13/03/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006 ; Recyclage Récupération : 24/02/2006, 10/03/2006)

COBALT - NICKEL

Les suites de l'OPA de First Quantum sur Adastra Minerals

Le Conseil d'administration d'Adastra Minerals avait catégoriquement rejeté l'OPA de First Quantum qui le valorisait à 163 M\$. Depuis, First Quantum a repoussé une 1^{ère} fois la date limite de l'offre du 10 au 20 mars, puis soumis le 20 mars une offre revalorisée à 190 M\$ qui laisse le choix entre un prix cash de 2,65 C\$ (contre 2,23 la 1^{ère} fois) par action Adastra et un échange de 14,76 actions Adastra pour 1 action First Quantum (contre 17,5/1 la 1^{ère} fois). La nouvelle offre est assortie de plafonnements, 36,3 MC\$ (31,6 M\$) pour le cash total proposable et 4,9 millions de nouvelles actions émises pour l'augmentation de capital, et d'un abaissement du seuil à 50,1 % pour engager la procédure complète de rachat (contre 66,7 % auparavant).

Néanmoins, le Conseil d'administration d'Adastra a rejeté tout aussi catégoriquement la nouvelle offre le 24 mars. Ses arguments sont nombreux. La compagnie se déclare encore nettement sous valorisée et cherche à le prouver de trois façons différentes. D'abord par le fait que Mitsubishi en apporterait lui même la preuve en acceptant de relever de 20 % son offre d'achat des 14,9 % du projet à cuivre-cobalt de Kolwezi (République Démocratique du Congo), de 37,5 à 45 M\$, qui confère à l'action de la compagnie Adastra élargie une valeur de 3,01 C\$. Ensuite en avançant que dans le dernier montage financier, les actionnaires de l'ex-Adastra se retrouveraient avec une part de 7 % du capital alors qu'en termes de production, la part Adastra contribuerait pour 21 % de la production d'équivalent-cuivre et 45 % des ressources d'équivalent-cuivre du nouvel ensemble. Enfin, Adastra précise que ses autres actifs, parmi lesquels la mine souter-

raine congolaise à cuivre-zinc de Kipushi et des licences d'exploration à Solwezi et en Zambie, ne sont pas valorisés par l'offre.

Les arguments en faveur de l'OPA sont tout autant nombreux. D'abord, la dernière offre de First Quantum représente une prime de 47 % par rapport au cours de l'action Adastra avant l'OPA. Il y a aussi le fait que First Quantum, en tant qu'opérateur ou actionnaire, a une réelle expérience de l'exploitation, contrairement à Adastra ; cela risque de s'avérer stratégique en cas d'affaiblissement du cours du cobalt dont les stocks mondiaux sont importants, si le projet devait être revu pour placer en 1^{er} la valorisation des ressources cuprifères. Certains investisseurs constitutionnels d'Adastra sont aussi présents chez First Quantum. Enfin, les partisans rappellent que l'entrée de Mitsubishi dans le projet Kolwezi signifiera la réduction de la part d'intérêt d'Adastra de 65 % à 50,1 % dans ce projet essentiel.

La bataille risque de se durcir car First Quantum paraît décider à poursuivre son offensive jusqu'en juin s'il le faut.

(Africa Mining Intelligence : 01-15/03/2006 ; Les Echos : 22/03/2006 ; Metal Bulletin : 27/02/2006, 06/03/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006, 17/03/2006 ; Site web Adastra Minerals)

Accord d'exportation de minerai de nickel néo-calédonien passé entre la SMSP et Posco

Un accord de long terme a été passé entre les dirigeants de la Société Minière du Sud Pacifique (SMSP) et le sidérurgiste sud-coréen Posco. Au terme de cet accord, la SMSP s'engage à fournir à Posco 1,8 Mt/an de minerai de nickel à teneur 2,20 % pendant 20 ans.

Le projet comprend la création d'une structure commune, sous forme de joint venture dans laquelle la SMSP aura 51 % du capital et Posco 49 %, afin d'apporter les moyens à la SMSP de valoriser ses gisements et de pouvoir exporter le minerai. Cette partie représente un investissement de 360 M\$.

De son côté, Posco entreprendra la construction sur son site de Kwang Yang d'une unité de traitement et de transformation du minerai de nickel en ferronickel de capacité 30 000 t/an (20 % des besoins du groupe en 2010). Cette autre partie représente un investissement de 350 M\$ à la charge seule de Posco.

(Les Echos : 21/02/2003)

Démarrage de la production du nouveau four à ferronickel d'Antam

Après plus de deux ans de travaux, le producteur indonésien d'or et de nickel PT Antam (65 % Etat indonésien) a pu disposer le mois dernier de sa nouvelle fonderie de ferronickel dite phase III. Construite dans son complexe situé à l'extrême Sud de l'île de Sulawesi, sa capacité sera de 15 kt/an, portant sa capacité globale à 25 kt/an ; la première production commerciale est attendue d'ici la fin avril.

Antam, qui a produit 7 338 t de ferronickel l'an dernier, s'est fixé un objectif de 20 000 t pour 2006. La totalité de la nouvelle production de ferronickel aurait été vendue par des accords de long terme avec les sidérurgistes et producteurs d'inox Posco et Thyssen-Krupp.

(Metal Bulletin : 06/03/2006 ; Mining Journal : 03/03/2006)

Le petit projet nickel australien de Flying Fox quadruple de tonnage

Avec un cours du nickel autour de 15 000 \$/t actuellement, certains projets économiquement marginaux ne le sont plus, d'autant quand de nouveaux tonnages sont découverts. C'est le cas pour le projet nickel Flying Fox développé par Western Area en Australie occidentale. Après le rachat à Outokumpu du gisement connu de faible profondeur, Western Area a poursuivi l'exploration et découvert plusieurs nouveaux corps minéralisés masqués sous un sill de granite. Des études de faisabilité ont successivement été entreprises sur un corps T1 (réserves probables de 314 000 t à 4,8 % Ni, soit 15 000 t Ni) puis sur un corps T5 (843 000 t à 5,9 % Ni, soit 50 000 t Ni).

Il est donc prévu que la descendrière en spirale (actuellement en construction) qui donnera accès à la partie T1, vers 800 m de profondeur, soit poursuivie de quelques centaines de mètres pour accéder à la partie T5. Le coût d'investissement du projet d'exploitation T1-T5 est estimé à 110 M\$ (US\$), unité de traitement du minerai de capacité 250 000 t/an comprise. La production devrait commencer en 2007 sur le T1 puis commencer en 2009 sur le T2. Sur les six ans de la durée de vie totale du projet, la capacité variera de 8 000 t/an Ni en 2008 à un maximum de 13 500 t/an Ni en 2010, tandis que le coût opératoire moyen du nickel a été estimé à 1,85 \$/lb (4 078 \$/t).

Par ailleurs, Flying Fox appartient à la concession de Forrestania dans laquelle d'autres cibles nickel de moindre importance sont connues et pourront fournir des tonnages complémentaires : Diggers South, New Morning et Daybreak.

(*Metal Bulletin* : 06/03/2006 ; *Mining Journal* : 03/03/2006)

MAGNÉSIUM

Timminco veut rebondir en développant ses activités magnésium au Mexique

Déjà présente au Mexique avec son usine électrolytique de Nuevo Laredo qui produit exclusivement pour l'exportation, la compagnie canadienne Timminco a annoncé son intention de s'intéresser au marché local.

Timminco financera à hauteur de 2 M\$ une restructuration de la compagnie dont le développement des activités au Mexique est un des principaux volets : il portera à la fois sur la capacité de production et sur la mise sur le marché local des produits fabriqués. En fait, cet intérêt pour le marché mexicain s'explique en partie par la pression des faibles prix des producteurs chinois qui s'exerce sur la filière mondiale. Ainsi, Timminco avait dû cesser au début 2005 ses activités de production primaire à partir de son gisement de dolomite de Haley, dans l'Ontario, mis sous « cocon ». Timminco a une capacité de production primaire estimée à 6 000-8 000 t/an.

(*Platt's Metals Week* : 13/03/2006)

MANGANÈSE

Accord Samancor-Kumba Resources pour la fabrication d'alliages de manganèse

Le producteur de ferroalliages Samancor Manganese (SM) et le mineur Kumba Resources, qui ont en commun d'avoir Anglo American comme actionnaire, se sont mis d'accord pour créer une joint venture qui fabriquera et vendra des alliages de manganèse. En fait, SM va utiliser une technologie spéciale, « AlloysStream », qui permet la fabrication directe d'alliages à partir de minerai de manganèse fin et de simple charbon sans utilisation de coke. SM apportera le minerai de manganèse, réalisera la fabrication et mettra à disposition son réseau de ventes tandis que Kumba apportera le charbon et mettra à disposition le brevet technologique qui lui appartient.

Afin de pouvoir commencer la production d'alliages de manganèse à haute teneur en carbone en 2009, une étude de faisabilité va être lancée pour la réalisation en Afrique du Sud d'une unité de fabrication de capacité 200 kt/an.

(*Metal Bulletin* : 20/03/2006 ; *Mining Journal* : 17/03/2006)

MÉTAUX SPÉCIAUX

BISMUTH

Blocage des exportations du producteur chinois de bismuth Shizhuyan

Hunan Shizhuyuan Nonferrous Metals Co (SNMC), principal producteur chinois de bismuth, est aussi producteur de bismuth de haute pureté. Il est confronté depuis le 1^{er} janvier à une nouvelle réglementation imposant une autorisation d'exportation spéciale pour ce type de produit. Ses livraisons de bismuth bloquées aux frontières par les douanes, il doit les écouler depuis sur le marché domestique.

Une confusion existe à ce propos car SNMC prétend que la réglementation ne s'applique pas à la gamme de ses produits, le Ministère du

Commerce ayant fixé le seuil à 99,99 % Bi pour la qualité de bismuth en question. De surcroît, il semble que plusieurs autorités portuaires appliquent des règles différentes, avec ou sans autorisation. SNMC a produit 670 t de bismuth en 2004 (58 % exportés) et 650 t en 2005 (% exporté non communiqué) alors que l'objectif 2006 se situe 7 % dessous pour des raisons techniques (teneurs des minerais en baisse et consommation électrique limitée), soit vers 600-650 t.

D'autres producteurs continuent d'exporter du bismuth de qualité standard 4N à 4,50-4,60 \$/lb fob à partir des ports chinois, dont Hong Kong, si bien qu'aucune tension sur l'offre n'a été enregistrée sur ce marché qui reste déprimé en Europe. Le prix du bismuth en entrepôt à Rotterdam avait même baissé de 5 cents le 22 février, à 4,55-4,80 \$/lb.

(*Metal Bulletin* : 27/02/2006)

Confirmation de la vente à Sidech de la production de bismuth du projet vietnamien Nui Phao

Le leader mondial des produits à base de bismuth, la société belge Sidech, vient de signer avec la compagnie canadienne Tiberon Minerals le contrat définitif d'acquisition, pour cinq ans renouvelable, de la totalité de la future production de bismuth du projet vietnamien Nui Phao (tungstène-fluorine-bismuth-cuivre-or). Le 1^{er} accord avait été conclu fin 2004. D'après l'étude de faisabilité mise à disposition en juillet 2005, la prévision de production de bismuth est de 1 990 t/an.

Dans le cadre de cet accord, Sidech doit fournir gracieusement à l'opérateur Nui Phao Mining une assistance technique axée sur l'optimisation de la récupération et de la qualité des produits récupérés.

(*Platt's Metals Week* : 20/02/2006)

FERROSILICIUM

Les réductions de production de ferrosilicium finissent par relever les prix

Durement affectés par la hausse du coût de l'énergie, la plupart des

producteurs de ferrosilicium ont choisi de réduire considérablement leurs capacités de production. Cette réduction de l'offre, non compensée par une augmentation des exportations chinoises, a déclenché une augmentation du prix du ferrosilicium sur les marchés européens, passé de 630-660 €/t en fin d'année 2005 à 640-680 €/t dans le courant du mois de mars. Les experts restent cependant partagés sur l'hypothèse d'une poursuite de la hausse au cours du second semestre.

Les producteurs d'Ukraine ont été particulièrement touchés par les nouveaux tarifs énergétiques introduits au début du mois, notamment chez ZZF (Zaporozhye Ferroalloys Plant) qui a réduit sa production au quart de sa capacité. Son concurrent SZF (Stakhanov FerroAlloys Plant) envisage, quant à lui, de convertir ses fours pour la production de ferromanganèse.

En Norvège, le producteur de ferroalliages Fesil maintient une production dans son usine de ferrosilicium de Rana à 50 % de sa capacité, soit 50-60 000 t/an, depuis la fin 2005.

Enfin, en Russie, la production du complexe électro-métallurgique intégré de Chelyabinsk JSC pourrait aussi être réduite prochainement.

(Metal Bulletin : 20/03/2006)

LITHIUM

Sual, Alu Menziken et Corus devraient s'allier pour développer une filière de produits en alliage aluminium-lithium

Annoncée par Sual, l'aluminier russe n° 2, une joint venture est en cours de création avec Alu Menziken Aerospace/UAC (basé en Géorgie) et Corus Aluminium Rolled Products (basé en Allemagne) pour la création d'une capacité de développement et de fabrication de produits extrudés ou laminés en alliage d'aluminium et de lithium. Les trois compagnies ont déjà assemblé leurs capacités de recherches et de développement pour ces produits spécifiques.

Sual, qui dispose d'une gamme de produits primaires ou semi-finis en alliage Al-Li, a une grande expérience

dans la conception et dans la fabrication aval de ces alliages. L'alliance avec Alu Menziken et Corus a pour objectif de développer des solutions nouvelles, à partir de ses propres références d'alliages, pour la production de structures à haute performance à usage de l'industrie aéronautique. L'ensemble de la communauté d'utilisateurs pourra bénéficier des synergies produites par l'association. Un plan d'investissement permettra à terme d'augmenter les capacités de production de cette nouvelle filière.

(Platt's Metals Week : 20/02/2006)

SILICIUM

Globe Metallurgical ferme l'une de ses quatre usines de silicium

Conséquence de l'augmentation des prix du coke, du charbon et du gaz naturel, le 1^{er} producteur de silicium américain, Globe Metallurgical, a annoncé le 20 février la fermeture de son usine de Selma (Alabama) dans un délai de trois mois. La fermeture de Selma, qui a commencé par produire du ferrosilicium en 1959 et du silicium à partir de 1973, mettra une centaine d'employés au chômage et fera perdre à Globe Metallurgical une capacité de production de 25-30 000 t/an de silicium.

La fermeture de cette unité laissera Globe avec trois usines : Alloy (70 kt/an) en Virginie de l'Ouest, achetée en décembre 2005 à Elkem, Niagara Falls dans l'Etat de New York et Beverley dans l'Ohio (40 kt/an à elles deux).

Après les fermetures comparables d'usines de silicium par Elkem en Norvège et par Ferroatlantica en France, la fermeture de l'usine de Selma pourrait avoir un impact sévère sur les approvisionnements de silicium en Amérique du Nord.

(Platt's Metals Week : 27/02/2006)

TANTALE

La Banque Mondiale soutiendra le projet tantale de Abu Dabbab en Egypte

La société australienne Gippsland a mandaté l'International Finance

Corp (IFC), l'organe de financement pour le secteur privé de la Banque Mondiale, pour couvrir l'endettement de son projet tantale - étain d'Abu Abbab qu'il partage à 50 %-50 % avec l'Etat égyptien. Selon les résultats d'une étude de faisabilité qui a été réalisée par Lycopodium Engineering en 2004, l'ensemble des coûts nécessaires au développement du projet, y compris sa construction, avoisinerait 90 M\$.

Gippsland envisage son financement à 60 % par endettement et à 40 % par un apport en capital dans lequel l'IFC pourrait également entrer. Le coût du montage financier sera assuré par l'attribution à IFC d'une commission sous forme finale de 2,25 millions d'actions Gippsland. De plus, IFC bénéficie d'une option de 90 jours lui permettant d'acquérir 25 millions d'actions pour un montant de 1,93 M\$, chaque action acquise permettant d'acquérir une action supplémentaire sur une période de six ans. Enfin, un droit prioritaire sur 30 jours est également accordé à IFC pour l'opération d'élargissement du capital de 3 M\$ programmée par Gippsland.

L'étude de faisabilité du projet Abu Dabbab prévoit une production annuelle de 650 000 lb (295 t) de pentoxyde de tantale et de 1 530 t d'étain pendant les 20 ans de la durée de vie du projet.

(Mining Journal : 10/03/2006)

Démarrage de l'étude de pré-faisabilité du projet tantale de Ghurayyah en Arabie Saoudite

Après négociations, Tertiary Minerals vient d'annoncer le début d'une étude de pré-faisabilité pour le projet Ghurayyah, situé en Arabie saoudite, qui correspond au plus gros gisement non développé de tantale du monde.

Le gisement de Ghurayyah, situé à 85 km au Sud-ouest de la ville de Tabouk et à 55 km de la Mer Rouge, est reconnu jusqu'à 250 m de profondeur. Les ressources identifiées sont de 385 Mt de minerai à 245 g/t de pentoxyde de tantale (94 000 t), 2 840 g/t de pentoxyde de niobium

(1,09 Mt), 100 g/t d'oxyde d'uranium (38 500 t) et 8 915 g/t d'oxyde de zirconium (3,4 Mt). Alors que les ressources restent ouvertes en profondeur, le potentiel estimé de ce gisement dépasse déjà les ressources et réserves cumulées des gisements de Greenbushes et de Wodgina en Australie occidentale qui, ensemble, fournissent 53 % du marché mondial du tantale.

Avec une durée de vie prévisionnelle de plus de 200 ans, le développement du gisement de Ghurayyah représente une stabilité durable du marché du tantale. L'équilibre du marché du tantale était jusqu'à présent obtenu en partie grâce aux ventes des stocks stratégiques de la Defense Logistic Agency américaine (500 000 lb/an sous forme de concentrés), stocks arrivant à épuisement dans 12 mois.

Le niobium qui peut également être extrait du minerai de Ghurayyah présente aussi un grand intérêt pour répondre à la forte demande de ferriobium de la sidérurgie, demande évaluée aujourd'hui à 54 000 t/an.

(E&MJ : March 2006)

TITANE

Sierra Leone : lancement de la production commerciale de Sierra Rutile

Après plusieurs années de travail sur le projet alluvionnaire de Sierra Rutile (Sierra Leone), Titanium Resources Group (TRG) vient de lancer la production commerciale de sa première drague « D1 ». Des contrats de vente représentant 80 % de la production annuelle du projet (environ 80 000 t de rutile) ont déjà été signés et des négociations sont en bonne voie pour arriver à 100 %. Par ailleurs, TRG prévoit de construire une unité de traitement par voie sèche pour la production des concentrés.

La drague électrique à godets « D1 » a une capacité de 100 000 /an de rutile naturel, 14 000 t/an d'ilménite ainsi que d'une quantité importante de concentrés de zircon. Le reconditionnement et la mise en route au second semestre 2007 d'une seconde drague « D2 » permettra de porter la capacité de production de rutile à 200 000 t/an.

La mise en production de Sierra Rutile intervient au moment où le marché des substances chlorurées est devenu excédentaire suite à l'augmentation de la production de l'opération de Iluka, en dépit de la fermeture temporaire en 2005 des installations de DuPont DeLisle. TRG sera aussi confronté à l'arrivée de nouvelles capacités, dont les projets Ginkgo de Bemax et Douglas de Iluka. TRG reste confiante dans ses capacités à conserver un avantage compétitif sur les marchés grâce à quelques atouts, faibles coûts de production, qualité apportée à ses produits, attention particulière réservée à ses relations commerciales.

De plus, TRG vient de reprendre les droits de Gondwana SA sur la mine de Rotifunk contre un règlement cash de 120 000 \$. Les ressources de rutile en cours d'évaluation comprennent deux amas, 207 Mt à 0,49 % et 163 Mt à 0,48 %. Toutefois, le redémarrage et l'expansion du projet Sierra Rutile restent la priorité de TRG.

(Industrial Minerals : March 2006)

URANIUM

La croissance asiatique a pris de court l'offre d'uranium, dont le prix ne cesse d'augmenter

La croissance de la demande a poussé le prix de l'uranium (U308) vers un niveau de prix inégalé depuis 1980 ; il atteignait 40 \$/lb à la mi-mars. Selon certains spécialistes, l'insuffisance de l'offre pourrait pousser ce prix à 50 \$/lb dans les prochains six mois.

Malgré la relance de la production principalement par l'Australie, le Canada et le Kazakhstan, le marché présente un déficit qui ne devrait pas être résorbé avant 2009. Selon les prévisions de la World Nuclear Association, la demande globale d'uranium passerait de 66 000 t en 2004, à 71 500 t en 2010, puis à 110 800 t en 2030. Cette hypothèse s'appuie sur la construction en cours de 24 réacteurs, et la construction d'ici 2030 de 41 autres centrales (capacité totale 43 000 MW) qui ont déjà fait l'objet d'une commande ou d'une program-

mation. Ainsi, l'Agence Internationale pour l'Energie prévoit-elle quelques 200 Md\$ d'investissement dans le secteur industriel du nucléaire d'ici 2030.

Or, après de nombreuses années de consolidation financière dans l'industrie nucléaire et de conditions économiques défavorables qui ont conduit au sous investissement dans l'exploration d'uranium, il est estimé qu'un délai de 5 à 7 ans sera nécessaire pour rattraper le retard.

Dans ce contexte, les nouvelles puissances économiques de l'Asie veulent rapidement sécuriser leurs approvisionnements. La Chine discute avec l'Australie pour conclure un tel accord. L'Inde a signé avec les Etats-Unis un accord « historique » établissant un partenariat pour le nucléaire civil, lequel sera activé dès que le pays sera en conformité avec le Traité de non prolifération. De son côté, le Kazakhstan entend bien devenir le premier pays producteur d'ici 2010 en visant un objectif de production de 15 000 t/an.

Le n° 1 mondial, Areva, voit la concurrence sur le marché s'exacerber. Le développement des investissements miniers et de R&D sont un des enjeux pour tous les grands acteurs, français, américains, japonais, russes, indiens, chinois ou australiens à ce tournant du marché du nucléaire civil. Dans cette optique, Areva, a consacré 5,7 % de son chiffre d'affaires 2005, soit 582 M€, en dépenses de R&D.

(La Tribune : 20/03/2006 ; Les Echos : 09/03/2006 ; Mining Journal : 17/03/2006 ; Site web rfi.fr du 16/03/2006)

DIAMANT et MÉTAUX PRÉCIEUX

DIAMANT

De Beers veut rattraper son retard dans la production de diamants au Canada

Après les mises en production des mines de diamants de Ekati par BHP-Billiton en 1998 et de Diavik par Rio

Tinto en 2003, plus une vingtaine d'autres petites opérations (essentiellement en alluvionnaire), le Canada est devenu le 6^{ème} pays producteur mondial en terme de carats (11,8 Mct en 2004) et le 3^{ème} en terme de valeur (1 345 M\$). Ce résultat est assumé à 96 % par deux mines seulement, Ekati et Diavik. En 2005, Ekati a produit de l'ordre de 4,3 Mct, à une valeur approchant 196 \$/ct (ratio 2004), et Diavik 8,3 Mct à une valeur approchant 106 \$/ct (ratio 2004). Ces deux gisements ont au moins 5-6 ans de réserves.

Absent de la première ruée sur le diamant canadien, De Beers a voulu rattraper son retard. Sur les trois projets diamant en stade aval dont les productions sont annoncés pour 2006-2009, Snap Lake, Victor et Jericho, De Beers est opérateur des deux premiers et il s'investit encore dans deux projets en stade de développement moins avancés, Gahcho Kué et Fort-à-la-Corne. Le groupe devrait investir au Canada 2 Md\$ au cours des trois prochaines années.

La production à Snap Lake (100 % De Beers, Territoires du Nord-ouest) devrait commencer fin 2007 ou début 2008, la pleine capacité étant programmée au 3^{ème} trimestre 2008. Après avoir constaté une amélioration de la teneur (1,46 ct/t) et de la valeur (109 \$/ct) dans ses échantillonnages de masse, De Beers a porté en mai 2005 le montant de ses investissements de 320 à 505 M\$. La capacité de production prévue (à ciel ouvert et souterraine) est de 1,5 Mct/an sur une durée de vie de 22 ans.

La production à Victor (100 % De Beers, Ontario) devrait commencer avec un décalage d'un an par rapport au projet précédent, soit l'arrivée à pleine capacité durant le 3^{ème} trimestre 2009. Le coût de développement est estimé ici à 820 M\$. La capacité de production prévue (à ciel ouvert), est de 0,6 Mct/an sur une durée de vie de 12 ans. La teneur y est plus faible (0,223 ct/t) mais la valeur très élevée (300 \$/ct).

C'est sur Gahcho Kué (51 % De Beers, Territoires du Nord-ouest) que les plus importantes ressources locales ont été cernées : 31,4 Mt à 1,48 ct/t. Le profil actuel de la future mine (à ciel ouvert) est bâti sur une

capacité de 3 Mct/an pour une quinzaine d'années de vie. Le coût global est évalué à 708 M\$.

Sur Fort-à-la-Corne enfin (42,3 % De Beers, Saskatchewan), le gisement comporte un grand nombre de petits corps minéralisés dont le volume économique actuellement défini est à gros tonnage et très faible teneur (488 Mt à 0,074 ct/t).

(*Engineering & Mining Journal : January-February 2006 ; Metals Economics Group-Strategic Report : January-February 2006 ; Mining Journal : 29/04/2005, 19/08/2005 ; Raw Material Data*).

ARGENT

L'autorisation de développer Peñasquito à peine décidée, Western Silver Corp est la cible d'une OPA amicale de Glamis Gold

La compagnie canadienne Western Silver Corp (WSC) développe depuis des années le gisement polymétallique de Peñasquito situé dans la partie centrale du Mexique, Etat de Zacatecas. Le Comité de direction de WSC a autorisé en début d'année le lancement du projet d'exploitation après le résultat positif de l'étude de faisabilité.

Le gisement comprend deux amas (pipes bréchiques) principaux, Chile Colorado et Peñasco, à minéralisation associant Ag-Au-Zn-Pb. La minéralisation sulfurée est oxydée superficiellement et présente une partie mixte : les réserves prises en compte par la faisabilité sur ces trois types de minerais totalisent 9 584 t d'argent, 153 t d'or, 1,7 Mt de zinc et 0,8 Mt de plomb qui en font un gisement de classe mondiale (tabl. suivant).

Réserves du gisement mexicain de Peñasquito

réserves prouvées + probables	en sulfurés	en oxydés et mixtes	grand total
minerai : Mt	257,80	77,30	335,10
Ag : g/t	30,19	23,30	28,60
Ag tonnes	7 783	1 801	9 584
Au : g/t	0,51	0,28	0,46
Au tonnes	131	22	153
Zn %	0,69		0,69
Zn tonnes	1 778 820		1 778 820
Pb %	0,31		0,31
Pb tonnes	799 180		799 180

Fin février, la compagnie américaine Glamis Gold a lancé une OPA amicale sur WSC, en proposant 1 action WSC contre 0,688 action Glamis plus 1 action d'Explore Co, filiale 100 % nouvellement créée de Glamis dédiée à l'exploration et au développement. Soit une prime de 40 % pour les actionnaires de WSC.

En une seule opération financière d'un montant de 1,2 MdC\$ (1,03 Md d'US\$ ou 0,85 Md€), Glamis récupérerait donc des réserves en terre considérables. L'étude de faisabilité a préconisé une exploitation en carrière sur les deux gîtes, permettant de récupérer 6 843 t d'argent, 102 t d'or, 1,2 Mt de zinc et 0,63 Mt de plomb sur une durée de 17 ans et pour un investissement de 334 M\$. Le coût opératoire moyen avancé de l'once d'argent (crédits de métaux associés compris et tous éléments compris sauf dépréciation du capital) est de 1,91 \$/oz. Le cours actuel a dépassé les 10 \$/oz. WSC avait prévu une construction de fin 2006 à début 2007, dont la mise en place de l'unité de lixiviation des minerais oxydés et mixtes en mai 2007 et la production du premier lingot de « doré » en juillet 2007 ; dans ce scénario, la construction du circuit de concentration des sulfurés était prévue vers la mi-2008.

(*Engineering & Mining Journal : January-February 2006 ; Mining Journal : 03/03/2006*)

OR

Les achats et rachats d'actifs or se poursuivent intensément

L'OPA de Barrick Gold sur Placer Dome à peine entérinée, d'autres annonces de transactions sont venues alimenter un marché de l'or dont le cours a finalement mieux que résisté puisque l'once a fini à 580 \$ contre 560 en début de mois.

La compagnie canadienne La Mancha Resources (LMR) a confirmé la transaction faite avec le groupe français Areva, portant sur les actifs or de la filiale Cominor. L'opération est réalisable sous forme d'une prise

de participation d'Areva dans le capital de LMR (83 millions d'actions et 7 millions de warrants exerçables au prix de 2 C\$ l'unité dans les deux ans) et d'une augmentation de capital de LMR. En fait, une fois toutes ces options réalisées, Areva sera l'actionnaire majoritaire de LMR avec plus de 60 % du capital élargi : c'est donc plus une opération de type joint venture ou externalisation d'actifs n'appartenant pas au « cœur de métier » qu'une cession pour le groupe français.

L'absorption de Placer Dome par Barrick Gold puis l'acquisition encore plus récente d'une part de 29,2 % du capital du mineur d'or sud-africain Western Areas, en difficulté financière, par Harmony Gold, ont profondément modifié l'actionnariat de la mine sud-africaine de South Deep. Développée par une joint venture 50-50 entre Placer Dome et Western Areas, la mine de South Deep se retrouve propriété à 50 % de Barrick et à 14,6 % de Harmony, l'autre actionnaire de référence de Western Areas avec 39 %, JCI, en détenant 19,5 %. Malgré une réévaluation récente qui lui a fait perdre la moitié de ses réserves, South Deep reste un des plus importants gisements d'or au monde, avec des ressources évaluées à 2 022 t, au sein desquelles ont été redéfinies 911 t en réserves.

Gold Fields a finalement réussi son OPA sur la compagnie canadienne Bolivar Gold (cf. Ecomine de janvier 2006) malgré l'opposition d'un des actionnaires de cette dernière. Le prix payé est de 360 M\$. Bolivar développait au Venezuela le gisement de « Choco 10 » dont les ressources sont estimées à 110 t d'or.

Polyus, filiale de Norilsk Nickel, a annoncé le 2 mars avoir mis en vente ses 20,84 % de Gold Fields pour un montant avoisinant 2,2 Md\$ au cours de l'action actuel ; le groupe russe avait racheté à Anglo American cette part au prix de 1,2 Md\$ au début 2005. Polyus (33,5 t d'or en 2005) réinvestira le bénéfice dans le développement de ses projets en Russie.

Le producteur d'or russe n° 3, Polymetal (7,6 t d'or en 2005), a l'intention de porter une part de son capital sur l'AIM londonien (Alternative Investment Market) en fin d'année.

L'actuel propriétaire de Polymetal, le pétrolier Nafta Moscou, a racheté la compagnie pour 900 M\$ en novembre 2005.

(*Mining Journal* : 24/02/2006, 03-10-17/03/2006 ; *Platt's Metals Week* : 13/03/2006)

La construction de la mine d'or guyanaise de Camp Caïman commencera à la mi-2006

Louis Gignac, Directeur technique de la compagnie canadienne Cambior, a présenté lors d'une conférence tenue fin février le plan de développement du gisement d'or de Camp Caïman dont l'étude de faisabilité s'est terminée l'an dernier. Situé en Guyane, le gisement a des réserves (probables) de 12,3 Mt à 2,82 g/t (35 t) et des ressources (catégories non précisées) de 27,8 Mt à 2,10 g/t (58 t).

Ce plan prévoit une exploitation à la capacité de 3,86 t/an d'or (124 000 oz/an) récupéré par lixiviation en tas et circuit de traitement de type « carbon in leach », représentant 5 500 t/jour de minerai, ou 2 Mt/an, sur une durée de vie de 7 ans. Le coût opératoire moyen est de 268 \$/oz. La construction de la mine est programmée de mi-2006 à fin 2007 et la production commerciale pour le début 2008. Le coût d'investissement n'a pas été communiqué mais Cambior a précisé ne pas devoir passer par une augmentation de capital.

(*Platt's Metals Week* : 06/03/2006 ; *Platt's Metals Week daily* : 27/02/2006)

PALLADIUM - PLATINE ET AUTRES PGM

Les rumeurs de vente de Lonmin ont contribué au saut du titre et à une large médiatisation de son plan de croissance

Le 17 février, Lonmin plc, 3^{ème} raffineur mondial de platine derrière Johnson Matthey et Impala Platinum, annonçait avoir été approché par une société « proche de la filière » sans en donner le nom. Les rumeurs ont rapidement fait circuler les noms de

Xstrata, de Gold Fields, de Falconbridge, de Barrick Gold et de Polyus Gold.

Puis Lonmin a annoncé le 28 février l'arrêt des « négociations ». Entre temps, le cours du titre, qui avait enregistré une excellente progression de 130 % durant les neuf derniers mois, a fait un bond de 25 %.

Enfin, début mars, Lonmin annonçait un prochain plan de croissance de sa capacité de raffinage et de fonderie en Afrique du Sud, pour la porter de 2,5 Moz/an (78 t) à 3,5-4 Moz/an (109-124 t) à l'horizon 2010. Le groupe consacrera 10 M\$ à l'étude sur un projet global estimé à 300-350 M\$.

(*Metal Bulletin* : 27/02/2006, 06/03/2006 ; *Mining Journal* : 24/02/2003, 03/03/2006 ; *La Tribune* : 22-28/02/2006 ; *L'Usine Nouvelle* : 23/02/2006 ; *Platt's Metals Week* : 06/03/2006)

MINÉRAUX INDUSTRIELS ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Minéraux industriels : Rio Tinto réorganise sa branche dédiée

Le n° 2 mondial de l'industrie minière, le britannique Rio Tinto, réorganise son portefeuille d'activité en regroupant ses activités talc, borates et sel marin dans une seule entité baptisée Rio Tinto Minerals (RTM). Les trois activités occupent le 1^{er} rang mondial dans leur secteur. La nouvelle structure, qui se mettra progressivement en place en 2006, ne remet pas en cause les entités légales déjà existantes qui conserveront leurs marques respectives, Luzenac pour les talcs, Dampier pour le sel marin et Twenty Mule Team pour les borates. Gary Goldberg, actuel PDG de Borax, est le Président et Directeur des opérations désigné du nouvel ensemble depuis le 1^{er} février.

(*L'Industrie Céramique et Verrière* : n°1004 : janvier-février 2006 ; *Industrial Minerals* : March 2006)

Verre creux : Saint Gobain Emballage investit dans la Loire

Malgré les difficultés rencontrées par la filière du verre creux en Europe, le groupe Saint Gobain poursuit ses investissements de performance en France. Saint-Gobain Emballage annonce ainsi un investissement de 20 M€ à Saint Romain du Puy (Loire). La verrerie, qui a produit 244 000 tonnes de verre en 2005 et emploie 224 personnes, verra ses cheminées équipées d'électro-filtres rendus obligatoires par la réglementation européenne. Les fours qui alimentent sept lignes de fabrication seront également rénovés.

(L'Industrie Céramique et Verrière- n°1004: janvier-février 2006)

Verre plat : Nippon Sheet Glass absorbe Pilkington

Le groupe britannique Pilkington, inventeur du verre « floaté » qui a révolutionné la technologie du verre plat, va passer sous contrôle japonais après l'OPA amicale lancée par le groupe Nippon Sheet Glass, déjà détenteur de 20 % du capital depuis 2001. Dette incluse, le montant de la transaction est estimé à 4,4 Md€.

Annoncée fin 2005, l'opération devrait se concrétiser en juin 2006 avec l'accord attendu du Conseil d'administration de Pilkington. En 2005, le verrier japonais, avec 12 000 employés, a réalisé un chiffre d'affaires de 1,9 Md€ contre 3,5 Md€ pour le verrier britannique. Cette OPA va bouleverser le classement des grands verriers mondiaux.

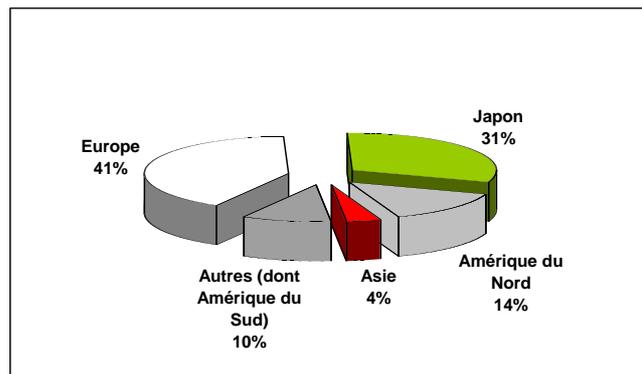
Alors que Pilkington s'était recentré sur le verre plat avec 47 % de ses ventes dans l'automobile et 49 % dans le bâtiment, le nouveau groupe sera également présent dans les fibres de verre et les verres spéciaux à l'image du groupe français Saint Gobain. En termes de répartition géographique, le poids de l'Europe deviendra prépondérant (fig. suivante).

(L'Usine Nouvelle : 02/03/2006)

Produits iodés : le chilien SQM rachète les actifs du chimiste néerlandais DSM

Le chimiste de spécialité néerlandais DSM se sépare de ses actifs dans l'iode au profit d'un des acteurs

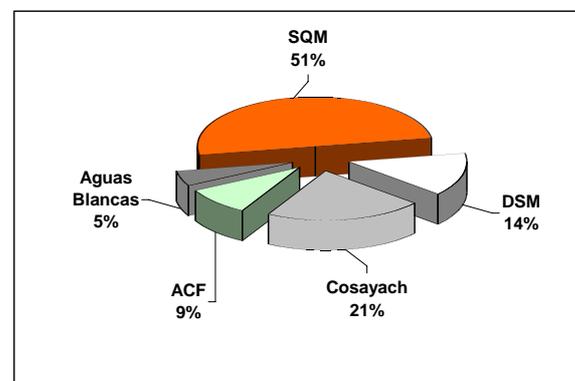
majeurs du secteur, la Sociedad Quimica y Minera de Chile SA (SQM). L'activité cédée inclut les sites de production et de transformation chiliens regroupés dans la société DSM Minera SCM, ainsi que les activités commerciales en Europe de DSM minera BV. Cette dernière assure, notamment, la fourniture de produits de base pour les sous-traitants à façon de produits iodés. La transaction, qui s'élève à 72 M\$, va permettre à la société chilienne déjà présente dans les nitrates et les dérivés du lithium d'in-



Répartition du chiffre d'affaires du nouvel ensemble NSG-Pilkington par zones géographiques.

tégrer vers l'aval son activité dans l'iode et les produits dérivés. Le chilien assure 58 % des approvisionnements mondiaux d'iode estimés à environ 24 000 t. Après l'acquisition, SQM sera le leader incontesté de la filière au niveau mondial avec 65 % des capacités de production chiliennes (fig. suivante) et 37 % des capacités mondiales.

(Industrial Minerals : March 2006)



Répartition de la production d'iode au Chili (données banque Banchile-2003).

EAUX MINÉRALES

Pas d'article ce mois-ci.

RECYCLAGE

Ferrailles : prix à la hausse et gisements à la baisse

Dans un marché caractérisé par une offre restreinte, avec notamment une baisse de 5 % des volumes com-

mercialisés en France sur le 1^{er} trimestre, les prix sont poussés à la hausse par la demande chinoise relayée par la demande turque. Les ferrailleurs turcs s'approvisionnent en Europe de l'ouest et jusqu'aux États-Unis compte tenu des difficultés saisonnières d'approvisionnement sur les ports russes de la Mer Noire

gelés une partie de l'hiver.

Pour le mois de mars, les prix ont augmenté de 10 à 15 €/t sur les marchés espagnol et français. Pour certains professionnels, la faiblesse de l'offre pourrait en partie s'expliquer par une rétention en prévision d'une hausse des prix qui devrait se poursuivre, compte tenu de la bonne tenue de l'économie des pays occidentaux, Espagne et Japon en particulier.

(Recyclage Récupération Magazine : 24/02/2006, 10/03/2006)

DEEE : l'arrêté sur le registre des producteurs est signé

La transposition des directives européennes 2002/95/CE et 2002/96/CE du 27 janvier 2003 est en voie d'être finalisée en France par la promulgation, le 13 mars 2006, de l'Arrêté ministériel précisant le fonctionnement du registre

national des producteurs d'équipements électriques et électroniques. L'arrêté entrera en vigueur à compter du 1er septembre 2006, mais les producteurs ont jusqu'au 1er décembre pour s'inscrire auprès de l'Ademe chargée de la tenue de ce registre.

Les producteurs indiqueront les équipements qu'ils vont mettre sur le marché au moyen du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises. La procédure nécessite, également, qu'ils précisent le nom et l'organisme agréé auquel ils ont adhéré ou s'ils ont mis en place un système individuel. Les producteurs doivent déclarer à l'Ademe les tonnages qu'ils ont enlevés ou fait enlever et enfin, déclarer les tonnages de DEEE qui ont été effectivement réemployés, réutilisés en pièces ou recyclés, valorisés et détruits. La déclaration distingue les tonnages traités en France et à l'étranger.

Les informations figurant au registre sont communicables à toute personne, sauf celles concernant les mises sur le marché des producteurs. La dernière étape pour la transposition de la directive consistera dans la publication des arrêtés qui porteront agrément des organismes et approbation des systèmes individuels des producteurs.

(Journal de l'Environnement : 21/03/2006)

DEEE : les coûts de collecte primaires sont très variables

Selon une enquête réalisée par le bureau d'études Terra pour le compte de l'Ademe, les coûts prévisibles de la collecte sélective des DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) qui sera mise en place par les collectivités territoriales, pourra varier d'un facteur de 1 à 10 suivant les milieux et les options techniques choisies.

L'étude a porté sur plusieurs variantes d'organisation possibles : déchetteries, centres de tri, porte à porte. L'analyse de coûts exclut les frais de structures, de communication

et de formation voire de foncier et s'attache plus particulièrement aux frais de manutention, de stockage ou de signalétique.

Les premiers résultats montrent une grande amplitude de variation des coûts suivant les situations et la taille des collectivités, avec des coûts s'échelonnant de 50 à 480 €/t. Les communes rurales et de petite taille étant souvent pénalisées faute d'économies d'échelle. Ainsi, une collecte mensuelle fixe coûtera 480 €/t à une collectivité de 6 000 habitants, contre moins de 150 €/t pour un ramassage sur appel dans une collectivité urbaine de 36 000 habitants. Les mêmes écarts se retrouvent avec les déchetteries qui coûtent environ 120 €/t en zone rurale et 50 €/t en milieu urbain.

(Journal de l'Environnement : 15/03/2006 ; Recyclage Récupération Magazine : 24/02/2006)

Marché du CO₂ : Powernext est leader européen sur un marché qui devrait exploser

Powernext Carbon, le marché spot français des quotas d'émissions de carbone lancé en juin 2005, compte 33 sociétés participantes. Avec une moyenne de 89 364 tonnes échangées quotidiennement et un record de 1,966 Mt négociées en janvier, la bourse parisienne figure parmi les leaders européens.

Avec un cours de 26,15 €/t le 10 février, les experts de la Deutsche Bank estiment que la marge de progression est encore importante, les cours pouvant atteindre et dépasser 40 €/t pour la période 2005-2007. Comme ce montant de 40 €/t correspond à l'amende à payer en cas de dépassement des quotas octroyés à une entreprise, il est fort possible que dans ce contexte les entreprises préfèrent payer l'amende plutôt que de d'acheter des droits d'émission sur le marché spot. Il en sera autrement pour la période suivante prévoyant

une pénalité de 100 €/t qui ouvrira, elle, de plus amples perspectives au marché spot.

(L'Usine Nouvelle : 16/02/2006)

France : retour possible de la consigne pour les bouteilles de verre

Une proposition de loi visant à imposer une consigne pour les bouteilles en verre a été déposée en février à l'Assemblée nationale. Pour son instigateur, Stéphane Demilly, c'est un enjeu à la fois écologique, économique et civique, partant du constat que le temps mis par une bouteille en verre pour se dégrader est de 3 000 à 4 000 ans, que 300 milliards de bouteilles de bière sont fabriquées annuellement dans le monde, dont les ¾ en verre.

S. Demilly y voit trois avantages. La consigne est avant tout écologique puisqu'elle implique une économie de matières premières et d'énergie, elle implique un geste responsable et volontaire du consommateur tout en étant intéressant financièrement à l'opération et, enfin, elle responsabilise aussi la filière du verre. Des expériences menées en Norvège et au Québec montrent que la consigne peut s'avérer efficace.

Cependant, l'industrie verrière craint une baisse de son chiffre d'affaires à l'exemple de l'Allemagne où selon certains économistes, la mise en place de la consigne en janvier 2003 a été responsable d'un manque à gagner de 1,2 Md€ pour l'économie car l'achat de ce type d'emballage de bière a fortement baissé en réaction. Du côté de l'écobilan, d'autres détracteurs mettent en avant le coût énergétique et la pollution liés à la gestion d'un tel système en raison de l'éloignement entre centres de consommation et sites de mise en bouteille. Le parlement devrait prochainement trancher la question.

(Journal de l'Environnement : 31/03/2006)

QUESTIONS MULTILATÉRALES

PERIMETRES ECONOMIQUES

Australie : réforme du système antidumping

Le gouvernement australien a mis à l'étude une réforme de son régime antidumping. La demande vient notamment de l'industrie sidérurgique qui se plaint de l'augmentation des importations d'acier chinois à bas prix.

L'Australian Industry Group (AIG), réclame une simplification du système mais aussi un changement des critères de décision d'application des taxes antidumping. Selon la loi australienne en vigueur, le dumping ne peut être avéré si l'industriel national ne prouve pas qu'il a subi une atteinte matérielle : les industriels tentent donc de convaincre le gouvernement d'opter pour une preuve basée sur la perte de profit ou la perte de parts de marché.

(Metal Bulletin : 06/03/2006)

METAUX DE BASE

Enquête antitrust sur la fusion Inco-Falconbridge

La Commission Européenne examine les problèmes de concurrence

potentiellement liés à la fusion en cours d'Inco et de Falconbridge, opérateurs miniers canadiens et acteurs majeurs du marché du nickel. Selon la Commission, cette fusion, en éliminant un fournisseur, réduit le choix des acheteurs avec la pénalisation logique résultant de cette dépendance.

Inco, qui assure que la fusion en question ne nuira en aucune manière aux marchés du nickel et du cobalt, se dit néanmoins prêt à se séparer, au besoin, de la raffinerie de Nikkelverk située en Finlande.

Le Département de la Justice américain doit, en parallèle, donner son avis dans les deux mois.

(Metal Bulletin : 06/03/2006)

Inde : réduction des taxes à l'importation

Le gouvernement indien a réduit les droits de douanes sur les importations d'aluminium, de zinc et de cuivre de 10 % à 7,5 % à compter du 1^{er} avril. Ces réductions suivent la tendance de l'année dernière. L'Inde a également annoncé une réduction des taxes à l'entrée des minerais et des concentrés de 5 % à 2 % pour

protéger l'industrie nationale fortement demandeuse.

Sur le cuivre, ces réductions concernent le minerai et non les produits raffinés de cuivre ; les taxes à l'importation de produits transformés sont habituellement plus élevés pour favoriser le développement de l'industrie de transformation indienne. Ces réductions font partie d'un accord général avec le Chili, sur tout un ensemble de produits allant des minerais de métaux au bois en passant par le saumon.

Sur le zinc, dont le marché local devrait croître de 10 % l'an dans les prochaines années, le groupe Vedanta Resources se dit prêt à maintenir ses 70-75 % de parts de marché en baissant ses prix en conséquence, grâce à un coût de production très bas, vers 700 \$/t. Vedanta Resources est en train de construire de nouvelles capacités de fonderie pour pouvoir répondre à cette demande.

(Metal Bulletin : 06/03/2006 ; Mining Journal : 03/03/2006 ; Platt's Metals Week : 13/03/2006 ; Recyclage Récupération : 13/06/2006)

LES ÉTATS

CHILI

Mise en application des nouveaux modes de calcul des taxes minières

Avec la modification du régime fiscal applicable aux compagnies minières, le gouvernement chilien veut mettre un terme au régime fiscal encore en cours chez certains opérateurs, dit de « l'invariabilité garantie de la taxation », qui avait été consenti aux investisseurs miniers dans les années 80 et 90. Les mineurs ont jusqu'au 30 juin pour opter entre les deux solutions suivantes : garder le régime de l'invariabilité garantie qui est assorti du taux de 42 % d'imposition sur les bénéfices, ou choisir le nouveau régime qui légalise la surtaxe de 5 % que l'Etat compense par un taux d'imposition sur les bénéfices rabattu à 35 % et une garantie d'invariabilité de 12 ans.

Le débat avait été engagé courant 2005 : Minera Escondida et d'autres compagnies privées auraient préféré un règlement contractuel ajustable mais le gouvernement a préféré modifier la loi de finance.

(Metal Bulletin : 13/03/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006, 10/03/2006 ; Platt's Metals Week : 13/03/2006)

CORÉE du SUD

Stockage envisagé de métaux mineurs

Le gouvernement sud-coréen envisage la constitution d'un stock stratégique de métaux mineurs utilisés dans l'électronique ou l'industrie de la communication, à hauteur de deux mois de consommation. En tout, 14 métaux seraient concernés dont l'indium, le cobalt, le manganèse et l'antimoine. L'objectif affiché est une sécurisation des approvisionnements des utilisateurs nationaux, en particulier les PME plus vulnérables.

(Metal Bulletin : 13/03/2006)

PAPOUASIE-NOUVELLE GUINÉE

Arrêt de la production à la mine de Grasberg après des affrontements entre mineurs indépendants « illégaux » et autorités

Grasberg (PT Freeport Indonesia), qui est une des plus importantes mines mondiales de cuivre et d'or, est dans une situation quelque peu confuse. Le 21 février, un affrontement entre les autorités indonésiennes et des mineurs indépendants, qui récupèrent des déchets de la mine pour les retraiter sans autorisation, donc considérés illégaux, aurait fait six blessés parmi les employés de la mine et la police. Les mineurs indépendants ont aussi bloqué la route d'accès à la mine, provoquant l'arrêt de la production minière pour un délai indéterminé.

Par ailleurs, PT Freeport Indonesia était déjà sous la surveillance de l'Etat indonésien, aux motifs d'avoir transgressé la réglementation nationale sur l'environnement et attribué des primes excessives à des militaires en charge de la sécurité. Des analyses sont en cours (en sols et dans les cours d'eau), qui devraient déterminer si la société opératrice doit être poursuivie en justice pour infraction à la législation environnementale.

L'arrêt de l'extraction du minerai ne devrait pas perturber la production de métal grâce à l'existence d'un stock suffisant de concentrés. La perte journalière est néanmoins estimée à 10-12 M\$ du fait du rythme élevé de l'exploitation (200 000 t/j de minerai). La perte définitive dépendra de la rapidité avec laquelle les autorités gouvernementales pourront dénouer la crise, une intervention militaire n'étant pas exclue par les autorités.

(Metal bulletin : 27/02/2006 ; Platt's Metals Week : 27/02/2006 ; Platt's Metals Week daily : 07/03/2006)

RUSSIE

Vers une renationalisation de la production de titane en Russie

L'objectif de créer une compagnie traitant des métaux spéciaux en général inciterait le gouvernement russe à reprendre le contrôle de VSMPO-Avisma, le n°1 mondial du titane. A ce jour, la compagnie est détenue à 30 % par son Directeur, à 30 % par son Président et à 13,4 % par le groupe Renova. L'état déclare se comporter comme un investisseur privé ayant sa stratégie spécifique, la société étatique d'investissement « Rosoboronexport » étant l'interlocuteur dans cette opération.

L'Etat veut reprendre le contrôle de cette filière très liée aux industries de l'aéronautique et de la défense, justifiant son rôle d'investisseur « stratégique ». Un tel changement pourrait modifier les accords de long terme qu'avaient passé les constructeurs Airbus Industries et Boeing qui suivent de très près l'évolution de la situation.

(Metal Bulletin : 27/02/2006)

SENEGAL

Polémique sur le gisement de fer de la Falémé

Kumba Resources (filiale d'Anglo American) pourrait tenter un procès au gouvernement sénégalais au motif que les droits d'exploitation du gisement de fer de la Falémé dont elle joui auraient aussi été vendus à Mittal Steel. Kumba a réalisé une étude de préfaisabilité en 2004 sur ce gisement, estimant possible une opération minière de capacité 12 Mt/an, alors que Mittal Steel a signé le 26 janvier un mémorandum pour l'exploration et l'exploitation du même gisement.

(Metal Bulletin : 13/03/2006)

ZIMBABWE

Vers une nationalisation des mines du Zimbabwe ?

De toutes les activités minières du Zimbabwe, c'est l'extraction du platine qui attire le plus d'investissements étrangers grâce à la zone du « Great Dyke » qui est la deuxième ressource mondiale de platine. La mise en place de la nouvelle loi minière impliquerait l'entrée immédiate de l'Etat dans le capital des sociétés minières à hauteur de 25 %, sans apport, et une montée en puissance jusqu'à 51 % au bout de 7 ans.

Sur le constat de ce qui s'est passé dans le secteur agricole, sinistré à la suite de l'expulsion brutale des propriétaires « non de couleur » en 2000, cette nouvelle mesure est considérée par les compagnies minières comme les prémices d'une nationalisation des mines sous couvert « d'indigénisation » des activités minières. A la Chambre des mines comme à la Banque centrale, cette législation apparaît contraire aux intérêts du pays et à son développement économique.

C'est pourquoi les compagnies Impala Platinum, Anglo Platinum et Aquarius, principaux investisseurs privés du secteur du platine, devaient se réunir avec les représentants du gouvernement pour trouver une solution acceptable, sinon elles gèleront tout nouveau projet d'investissement. Les compagnies des autres secteurs sont solidaires, telle Rio Tinto (diamants de Murowa), et ont déclaré qu'elles ne confirmeront leurs investissements qu'après clarification de la situation.

(Metal Bulletin : 20/03/2006)

LES ENTREPRISES

BARRICK GOLD

Résultats du 4^{ème} trimestre 2005 en forte hausse

Le groupe minier canadien, nouveau n°1 mondial après le rachat de son compatriote Placer Dome (payé 10,4 Md\$), a annoncé pour le 4^{ème} trimestre 2005 un bénéfice net de 175 M\$, en hausse de 21,8 % par rapport à celui du 4^{ème} trimestre 2004.

Les ventes d'or ont augmenté en tonnage de 37,5 %, à 1,650 Moz (51,3 t), et en valeur de près de 55 %, à 776 M\$. Cette performance a été rendue possible par la conjugaison de trois facteurs essentiels. D'une part, l'entrée en production de nouvelles mines qui a renforcé le volume et la forte progression du cours de l'or qui a permis d'atteindre un prix moyen de 470 \$/oz, contre 417,50 \$/oz précédemment. D'autre part, contrairement à nombre de ses rivaux, Barrick a réussi à maîtriser ses coûts de production et même à les faire baisser de 2 \$/oz : de 223 \$/oz au 4^{ème} trimestre 2004 ce coût est passé à 221 \$/once au 4^{ème} trimestre 2005.

La prise de contrôle de Placer Dome devrait entraîner des économies par synergie, estimées à 200 M\$/an. Le groupe élargi devrait avoir un coût opératoire total de l'once d'or produite dans une fourchette de 275 à 290 \$. En outre, il produira environ 136 000 t de cuivre à un coût opératoire total voisin de 2 425 \$/t (1,1 \$/lb).

(Les Echos : 24/02/2006)

CIMENTS FRANCAIS

Forte hausse du résultat net annuel 2005

Ciments Français, la filiale française du groupe italien Italcementi, a publié des résultats annuels très positifs. Le chiffre d'affaires, à 3,595 M€, est en progression de 17,5 % par rap-

port à 2004. Le résultat d'exploitation, à 644,3 M€, est en hausse de 14,2 %, et le résultat net part du groupe atteint 421,6 M€, ce qui représente une progression de 37 % par rapport aux 307,8 M€ de 2004.

L'endettement net du groupe se monte à 1,541 Md€ au 31 décembre 2005, justifiés par des investissements industriels et financiers très élevés, de 898 M€, pendant cette année fiscale. Le périmètre du groupe s'est élargi, avec l'intégration des sociétés égyptiennes Suez Ciments et Asec Ciments en cours d'année.

Malgré une augmentation des coûts opérationnels et, en particulier, des combustibles et de l'électricité, il y a eu une hausse significative du résultat brut d'exploitation en France, en Belgique et en Amérique du Nord, ainsi que dans les pays émergents à l'exception de la Thaïlande et du Maroc.

(Les Echos : 09/03/2006)

CODELCO (CORPORACION NACIONAL DEL COBRE)

Forte hausse des bénéfices en 2005, mais l'endettement a aussi progressé et finalisation de l'alliance avec Minmetals

Le groupe minier étatique chilien, n°1 mondial du cuivre et du molybdène, a vu ses résultats annuels progresser fortement, profitant d'une demande et de cours en fortes hausses.

Le bénéfice net a atteint 1,780 Md\$, ce qui représente une progression de + 58 % d'une année sur l'autre. A noter qu'avant impôts, les bénéfices ont atteint le niveau record de 4,091 Md\$ (+ 48 % par rapport à 2004). Les ventes ont progressé de 28 % pour se monter à 10,491 Md\$: mais cette performance est due à la forte hausse des cours du cuivre (1,66 \$/lb contre 1,30 \$/lb en 2004) car les livraisons de cuivre, à 1,790 Mt, ont diminué de 12 % par rapport à celles de 2004 (année où, il est

vrai, Codelco a liquidé son stock stratégique). La production elle-même est restée stable à 1,832 Mt de cuivre (- 0,4 % par rapport à 2004).

Le coût net de production s'est élevé à 38,1 cents/lb, en forte baisse par rapport aux 55,7 cents/lb de 2004, réduction essentiellement due à la forte hausse de la demande et du prix du molybdène (sous-produit des mines de type porphyry copper), dont Codelco aurait récupéré 36 000 tonnes en 2005. Codelco a également produit 264,4 tonnes d'argent (16^{ème} rang mondial des producteurs).

Le groupe a investi 1,845 Md\$ en 2005 en développement, portant sa dette à 7,795 Md\$ (+ 30,8 %). Goldman Sachs évalue la valorisation du groupe (en comptant l'activité métaux précieux) entre 24,5 et 27,5 Md\$.

Codelco et Minmetals, premier producteur chinois de métaux non ferreux, ont finalisé leur alliance stratégique. Celle-ci vise à garantir sur le long terme l'approvisionnement en cuivre du marché chinois d'un côté, les ventes et l'élargissement de la clientèle de l'autre. L'entité chargée de cette mission sera Copper Partners Investment Compagny (CuPIC), co-entreprise détenue à parts égales par Codelco et Minmetals. CuPIC assurera la commercialisation en Chine du cuivre extrait et raffiné par Codelco. Ce dernier s'est engagé à livrer 55 750 t/an de cuivre pendant 15 ans au prix du marché, ce qui représente une enveloppe de 550 M\$ dont 220 M\$ seront financés à parts égales par Minmetals et Codelco et 330 M\$ par un prêt à long terme accordé par la China Development Bank à CuPIC. L'intérêt fixe de 6,5 % de ce prêt sera pris en charge par Minmetals en contrepartie d'une option d'achat (au prix du marché) de 25 % du projet Codelco de Gaby qui représente un investissement de 12 Md\$ et qui sera développé à partir de 2008.

(Les Echos : 27/02/2006, 06-16/03/2006)

CVRD (COMPANHIA VALE DO RIO DOCE)

Troisième année record en 2005

Le groupe minier brésilien, n°1 mondial du minerai de fer, a publié des résultats annuels records pour la troisième année consécutive. En 2005, CVRD a dégagé un profit net de 4,7 Md\$ (10,4 Md Reais), marquant une progression de 61,7 % par rapport à 2004.

Ses revenus ont atteint 35,4 Md Reais, dont 70,3 % au compte des ventes de minerai de fer brut et en pellets. CVRD a ainsi vendu 252,2 Mt de minerais de fer (fig. suivante), dont 22,4 % à la seule Chine, mais aussi 5,6 Mt de bauxite, 1,74 Mt d'alumine, 498 kt d'aluminium primaire, 398 kt de concentrés de cuivre et 1,22 Mt de kaolin.

En 2005, CVRD a investi en développement 4,2 Md\$ pour un endettement de 3,97 Md\$ à fin 2005, en hausse de 39,8 %.

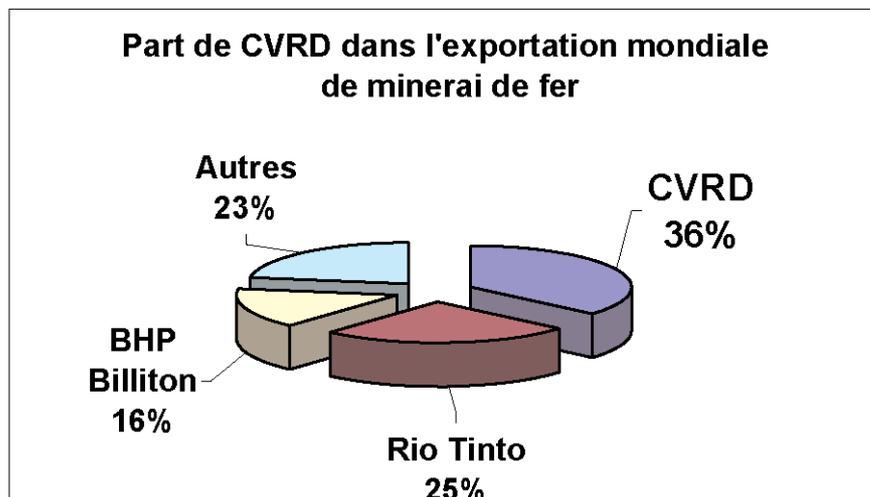
(*La Tribune* 08/03/2006 ;
Les Echos : 08/03/2006 ;
Metal Bulletin : 13/03/2006)

ERAMET

Chiffre d'affaires 2005 en hausse de 8%

Pour 2005, le groupe minier français, spécialiste des métaux d'alliage non ferreux, annonce un chiffre d'affaires, de 2,712 Md€, en hausse de 8 % par rapport à 2004. Le résultat net part du groupe progresse de 9 %, à 377 M€ (346 M€ en 2004) et la trésorerie nette se monte à 364 M€, soit nettement plus que les 288 M€ de 2004. En revanche, le résultat opérationnel courant s'inscrit en baisse de 16 % pour s'établir à 542 M€ (663 M€ en 2004).

L'ensemble de ces résultats s'explique entre autres par l'influence négative de l'augmentation des coûts de l'énergie, des effets de change défavorables et de perturbations de la production néo-calédonienne dues à des mouvements sociaux locaux. Le groupe poursuit néanmoins son programme d'augmentation de la capacité de production néo-calédonienne qui doit atteindre 75 000 t/an.



La branche manganèse a connu une baisse de ses résultats 2005 due à une baisse des prix des alliages de manganèse par rapport à 2004, qui avait été une année exceptionnelle. Eramet a, néanmoins, continué d'améliorer la productivité de ses usines (+ 55 % en 6 ans).

La branche alliages a bénéficié de l'accélération de ses marchés liés à l'aéronautique, et le chiffre d'affaires dans ce domaine a ainsi progressé de 23 %, à 811 M€.

Eramet considère que les perspectives, pour tous les domaines d'activité du groupe, sont favorables pour le 1er semestre 2006.

(*La Tribune* : 09/03/2006 ;
Les Echos : 09/03/2006 ;
Site web Eramet : communiqué de presse du 09/03/2006)

GOLDCORP

Goldcorp a quintuplé son résultat net en 2005

Le groupe minier spécialisé dans l'or, n°6 mondial et remonté au second rang au Canada après l'absorption de Placer Dome par Barrick Gold, poursuit sa croissance à un rythme très élevé. De 0,623 Moz (19,4 t) en 2004, sa production a presque doublé en 2005, à 1,136 Moz (35,3 t), et devrait dépasser la barre des 2 Moz (62,2 t) en 2006.

Le chiffre d'affaires, à 896,4 M\$, est 4,7 fois supérieur à celui de l'année 2004. Le résultat net a atteint 286 M\$, un niveau record pour le groupe qui quintuple son résultat 2004

(51 M\$). Le cash-flow dégagé est de 466 M\$, soit 8,8 fois plus que les 53 M\$ de 2004. Les ventes d'or ont été multipliées par 3,1, à 1,345 Moz, tandis que le prix moyen a atteint 452 \$/oz, contre 409 \$/oz en 2004.

Ces résultats résultent d'un politique de croissance ambitieuse : d'une part, Goldcorp a changé de périmètre en avril 2005 en absorbant la compagnie canadienne Wheaton River, d'autre part, il a acquis en octobre 2005 pour 1,485 Md\$ plusieurs actifs miniers de de l'ex-Placer Dome cédés par Barrick. C'est avec ces derniers actifs rachetés que le nouveau Goldcorp ambitionne de dépasser 2 Moz en 2006 et 2,5 Moz en 2009.

(*Les Echos* : 07/03/2006 ;
Site web Goldcorp)

IMERYS

Engagement de croissance de 10 % respecté en 2005

Le groupe français spécialiste des minéraux industriels a publié des résultats annuels 2005 qualifiés de satisfaisants. Son chiffre d'affaires, de 3,045 Md€, est en progression de 6,1 % par rapport à 2004. Le résultat opérationnel courant se monte à 434 M€, en très légère hausse par rapport aux 421,8 M€ de 2004. Enfin, le résultat net part du groupe atteint 309,4 M€, marquant une hausse de 28,9 % par rapport aux 240 M€ de 2004.

Imerys poursuit ses objectifs de croissance avec un résultat courant net part du groupe en hausse de + 10,1 % à 287,6 M€. Le groupe estime, malgré des marchés globalement moroses,

des coûts externes en augmentation et un effet devises légèrement négatif, avoir su maîtriser suffisamment ses coûts de production.

Le groupe jouit d'une large présence internationale et de secteurs d'activité variés. Il réalise son chiffre d'affaires dans 43 pays et ses produits sont utilisés dans des applications nombreuses et diversifiées de la vie quotidienne : bâtiment, papiers, peintures, plastiques, céramiques, automobiles, boissons. En 2005, Imerys a dépensé 440 M€ en acquisitions diverses et compte poursuivre sa croissance externe en « ...saisissant toute occasion, y compris importante ». Son Directeur, Gérard Buffière, rappelait qu'Imerys peut mobiliser, au total, plus de 2 Md€.

*(La Tribune : 09/03/2006 ;
Les Echos : 09/03/2006)*

NEWMONT

Résultats décevants au 4ème trimestre 2005

Le mineur américain n°2 mondial de l'or a publié des résultats déce-

vants pour le dernier trimestre 2005. Le bénéfice net s'est élevé à 62 M\$, en net retrait par rapport aux 190 M\$ du 4^{ème} trimestre 2004. Le chiffre d'affaires global a pourtant atteint 1,305 Md\$, soit une progression de 8,9 %. Mais si les ventes d'or du trimestre, à 1,138 Md\$, ont progressé de 13,7 % en rythme annuel, les ventes de cuivre, à 167 M\$, ont en revanche chuté de 15,2 %.

Le groupe a connu une détérioration de sa rentabilité, illustrée par la baisse de 16,7 % de son cash net qui s'est établi à 489 M\$. De plus, même si le prix de vente moyen, à 472 \$/oz, a progressé de 8,3 %, les coûts applicables aux ventes ont augmenté de 9 % pour atteindre 230 \$/oz.

(Les Echos : 29/02/2006)

SALZGITTER

Résultats records en 2005

L'année 2005 a été faste pour le groupe sidérurgique allemand n°2. Le

volume des ventes a atteint 7,15 Md€, soit 20 % de mieux qu'en 2004. Le bénéfice net a triplé par rapport à 2004, à 842 M€.

Certes, le groupe a bénéficié des bonnes conditions de marché pour ses aciers et tubes destinés à l'industrie pétrolière : le chiffre d'affaires de ce secteur est en hausse de 39 % et le bénéfice multiplié par quatre. Les ventes de la division acier ont ainsi augmenté de 14 % pour atteindre 2,99 Md€.

Mais des éléments exceptionnels sont venus renforcer le résultat net de Salzgitter, en particulier la vente à Vallourec des 45 % du capital de leur entreprise commune V&M. De ce fait, Salzgitter ne pense pas pouvoir réitérer une telle performance d'ensemble en 2006, et prévoit même une « ...nette baisse du résultat avant impôt ».

*(La Tribune : 14/03/2006 ;
Les Echos : 11/03/2006)*

CARNET

Alcan Inc

La prise de poste de Richard Evans en tant que Directeur technique et Président d'Alcan a entraîné une petite restructuration à la tête du groupe aluminier. La composition du Comité de Direction qu'il préside, une dizaine de personnes au total, comprend maintenant les présidents-directeurs des quatre branches opérationnelles qui en référeront directement à R. Evans.

Les quatre responsables en question sont Jacynthe Cote (Bauxite et alumine), Cynthia Carroll (Groupe métal primaire), Michel Jacques (Produits d'ingénierie) et Christel Bories (Packaging). Les cinq autres directeurs membres du Comité sont Michael Hanley (Service financier), Gaston Ouellet (Pechiney SA), David McAusland (Service juridique), Daniel Gagnier (Service commercial et affaires externes) et Jean Christophe Deslarzes (Ressources humaines).

(Metal Bulletin: 20/03/2006 ; Mining Journal: 17/03/2006)

American Iron & Steel Institute (AISI)

Le nouveau Président élu de l'American Iron & Steel Institute est Louis L. Schorsch, actuel Président de Mittal Steel USA depuis quelques mois seulement. Il prendra sa nouvelle fonction à partir du 1^{er} avril. Il remplace John Surma de l'US Steel.

De formation universitaire, il a été, tout au long de sa carrière, notamment économiste à l'AISI, analyste à l'US Congressional Budget Office, chef analyste chez Mc Kinsey, Président de Global Steel Exchange avant de rejoindre en mars 2003 LNM Group, précurseur de Mittal Steel.

(American Metal Market : 30/01/2006 ; Site web American Iron & Steel Institute)

Anglo American

Actuel PDG d'Anglo American of South Africa (AASA), Lazarus Zim va quitter ce poste au 1^{er} mai pour devenir Président de Kumba Iron Ore et obtenir un siège au Conseil d'administration d'AngloGold Ashanti, toutes deux filiales d'Anglo. Mais à titre plus personnel, il va créer une structure d'« empowerment » que l'on devrait retrouver parmi d'autres partenaires du même type dans la restructuration en cours d'Anglo Platinum.

A partir du 1^{er} mai, Philip Baum est désigné en tant que Directeur Général par intérim à l'AASA tandis que Fred Pashawana en devient Président.

(Africa Mining Intelligence : 01/03/2006)

Areva

Le groupe Areva vient de désigner Spencer Abraham en tant que Président non exécutif du Conseil d'administration de sa filiale américaine. Fondateur d'Abraham Group spécialisé dans le conseil sur le secteur énergétique international, Spencer Abraham est plus connu comme ex-sénateur du Michigan et surtout comme ex-Ministre de l'Energie du gouvernement américain lors du 1^{er} mandat de George W. Bush, entre 2001 et 2005.

La filiale américaine d'Areva, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,8 Md\$ l'an dernier, espère pouvoir participer à la relance du nucléaire civil américain comme le préconise l'administration Bush.

(Les Echos : 01/03/2006)

BHP-Billiton

Chez BHP-Billiton, une série de nominations à effet du 1^{er} avril a eu lieu, correspondant au futur départ en retraite de Bob Kirkby, Directeur de la division aciers au carbone, suivi de permutations parmi les responsables des différentes entités.

Chris Lynch a été nommé Directeur de la division aciers au carbone, Alex Vanselow devient Directeur de la division financière et Graeme Hunt devient Directeur de la division aluminium.

(Metal Bulletin: 13/03/2006 ; Mining Journal : 10/03/2006)

Codelco (Corporacion Nacional del Cobre)

Comme prévu après l'élection présidentielle chilienne (Michelle Bachelet élue), la Direction du groupe Codelco a changé de mains. Succédant à Juan Villarzu, José Pablo Arellano Marín a été désigné à ce poste emblématique. A noter que J.P. Arellano Marín, docteur en économie et précédent Directeur du Budget au gouvernement, est un partisan de la privatisation du groupe.

(Mining Journal : 17/03/2006 ; Recyclage Récupération : 24/03/2006)

De Beers

Jim Gowans a été nommé Directeur technique de De Beers Canada en remplacement de Richard Molyneux, lequel est resté 35 ans dans le giron d'Anglo American et de De Beers.

J. Gowans a 30 années d'expérience dans l'industrie minière, notamment chez Inco, Placer Dome, Cominco, avant d'entrer chez De Beers.

(Mining Journal : 03/03/2006)

Kumba Resources

Suite à la restructuration de Kumba Resources qui se clive en deux entités, métaux de base et minerais de fer, Con Fauconnier, ex-Directeur technique de Kumba, devient Directeur technique de l'entité métaux de base pour une durée limitée de 12 mois à partir de l'introduction en bourse. Durée au bout de

laquelle il sera remplacé par Siphon Nkosi qui est le Directeur actuel de Eyesizwe Coal dont les actifs seront englobés par la nouvelle entité.

(Metal Bulletin : 27/02/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006)

Le Nickel - SLN

Pierre Alla a été nommé Directeur Général délégué de la société Le Nickel - SLN, filiale d'Eramet. Centralien, P. Alla était le responsable du suivi des projets nickel d'Eramet avant d'être nommé au poste de PDG de Goro Nickel dont il vient de sortir.

(L'Usine Nouvelle : 16/03/2006)

Rusal / En +

L'homme d'affaires russe Oleg Deripaska vient de fonder une nouvelle holding, « En + », qui gèrera ses actifs dans l'aluminium et l'énergie, représentés par le groupe aluminier Rusal, le groupe producteur d'électricité EuroSibenergo et le groupe pétrolier United Oil Group. La holding détient d'autres actifs dans l'uranium, le gaz et le charbon. En principe, la création d'En + devrait entraîner la disparition de la holding précédente, Basic Element. Par ailleurs, quatre autres holdings ont été créées, regroupant des actifs dans les matières

premières, la construction mécanique, les services financiers et le bâtiment.

C'est l'Australien Andrew Michelmore qui a été désigné au poste de Directeur technique de la holding En +. A. Michelmore avait occupé le poste de Directeur de la compagnie australienne WMC Resources, démantelée suite à sa faillite. Son arrivée alimente les spéculations sur une future introduction boursière des actifs en question.

(La Tribune : 23/02/2006 ; Metal Bulletin : 27/02/2006 ; Mining Journal : 24/02/2006)

ECO-NOTE

Le monde du diamant : une évolution tumultueuse

par Jean-Claude Michel¹

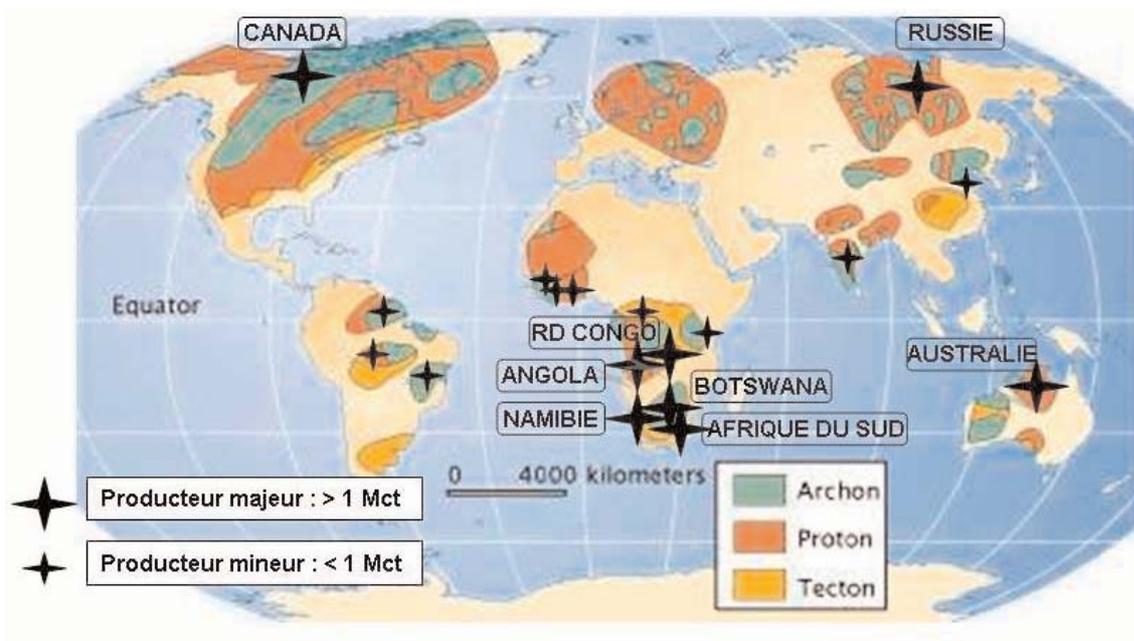


Cheminée kimberlitique exploitée ; diamants bruts.

Le monde du diamant connaît actuellement des événements qui entraîneront, à terme, de fortes modifications dans l'organisation du marché du diamant, non seulement du marché des diamants bruts, mais également de toute la filière. Le jeu et l'influence des différents acteurs en seront profondément modifiés.

A côté de l'émergence de nouveaux acteurs : pays producteurs, mineurs, réseaux de commercialisation, et des revendications des Etats producteurs pour vendre et valoriser localement leur production, le marché du diamant est aussi contraint par les ambitions des Etats russe et sud-africain dont un des effets est de limiter la concurrence. Des gouvernements sont intervenus pour faire respecter les règles de la concurrence ; cela a été le cas des Etats-Unis contre De Beers et, récemment, de la Commission Européenne (CE) contre l'accord De Beers - Alrosa.

Actuellement, 8 pays produisent plus d'1 Mct/an (fig. suivante), dont 4 représentent 80 % de tous les diamants naturels extraits, soit près de 127 millions de carats sur les quelques 160 de la production mondiale 2004



Localisation des sources primaires de diamants naturels et principaux pays producteurs.

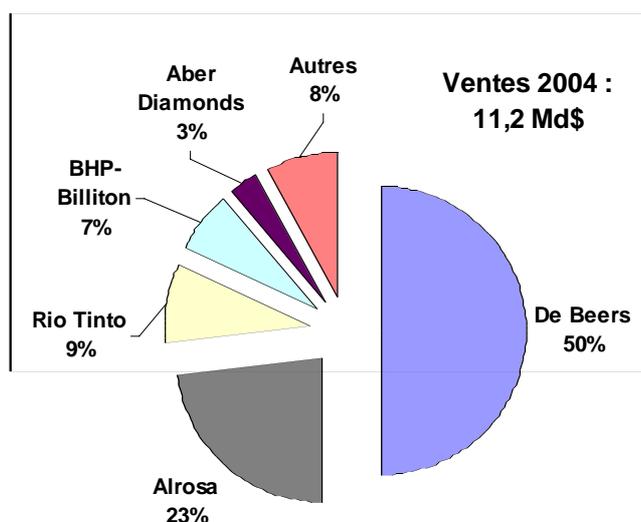
¹J.C. Michel est consultant international pour le diamant. Il a travaillé au BRGM jusqu'en 2001.

(sources De Beers, Alrosa, Rapaport).

Ce sont la République autonome de Sakha, ou Yakoutie appartenant à la Fédération de Russie (32,0 Mct), le Botswana (31,1 Mct), l'Australie (20,7 Mct) et la République Démocratique du Congo (RDC, 27 Mct).

Mais, en terme de valeur, la hiérarchie est quelque peu différente : le Botswana passe au 1^{er} rang (2,57 Md\$) devant la Russie, alors que l'Australie et la RDC sont devancées par le Canada, l'Angola et l'Afrique du sud.

Il est également intéressant d'examiner l'importance relative des trois principaux acteurs représentant 75 % de la production mondiale 2004. En terme de masse, De Beers² est le producteur mondial n° 1, avec 46,6 Mct, grâce à sa production d'Afrique du Sud et par le jeu de ses participations, notamment au Botswana (Debswana) et en Namibie (Namdeb). Le second est la compagnie russe de Yakoutie, Alrosa, qui produit 32 Mct. Le troisième est le groupe diversifié Rio Tinto, avec ses productions d'Australie (100 % d'Argyle) et du Canada (60% de Diavik), qui produit 35 Mct. Pour 2005, les données disponibles des productions de ces trois majors font état, respectivement, de 48,9 Mct, 35 Mct et 35,7 Mct.



Répartition des ventes de diamant brut 2004 au niveau des compagnies productrices.

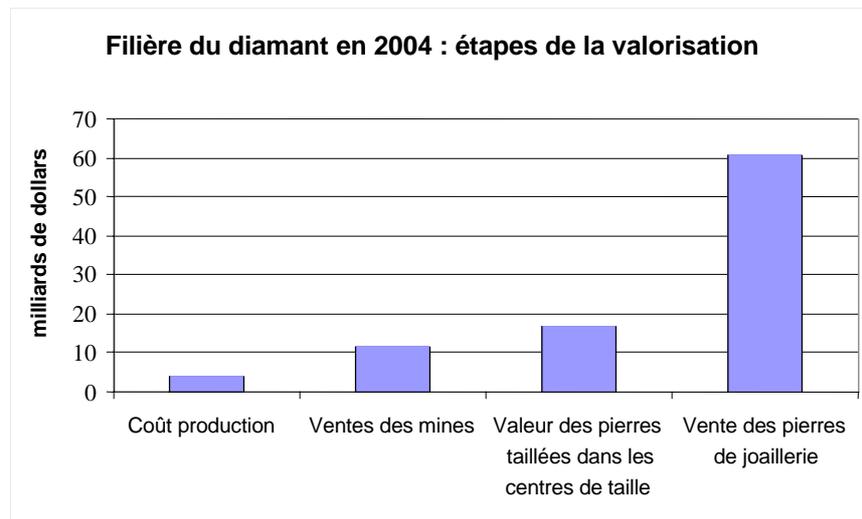
En terme de valeur, dans un marché global de 11,2 Md\$ en 2004 (fig. suivante), leurs ventes respectives ont atteint 5,7 Md\$, 2,6 Md\$ et 1,0 Md\$. Les valeurs annoncées 2005 sont de 6,5 Md\$ pour De Beers, valeur non communiquée pour Alrosa, 1,1 Md\$ pour Rio Tinto.

La comparaison des valeurs ajoutées aux différentes étapes de la filière montre bien l'intérêt pour les pays producteurs de s'investir vers les activités aval de celle-ci (fig. suivante). On constate que le produit des ventes des productions est le triple du coût de production, que celui des pierres taillées double celui des ventes de pierres brutes tandis que la valeur en distribution finale (joaillerie) triple encore la valeur des pierres taillées, pour finir à plus de 60 Md\$.

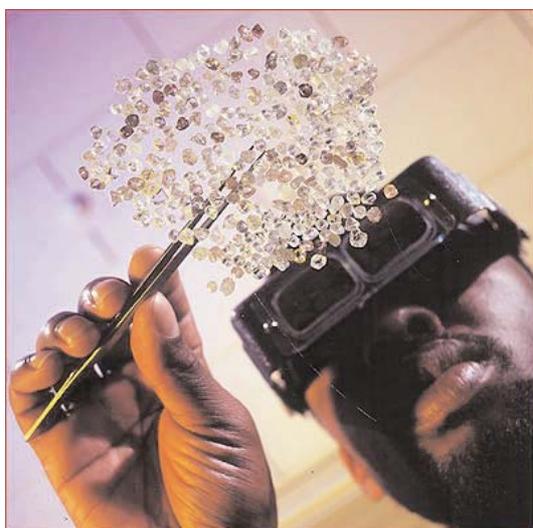
L'importance des sommes en jeu et des valorisations réalisables explique donc l'agitation du marché du diamant. Dans le cas De Beers, sa position dominante, son contrat de rachat d'une partie de la production russe (pour 800 M\$/an) et sa politique de distribution sélective ont attiré l'attention critique de la CE. En effet, De Beers distribue ses diamants bruts pour la joaillerie par l'intermédiaire d'un réseau de clients sélectionnés, ou « sightholders », affiliés depuis 2000 à sa nouvelle stratégie de « Supplier of Choice³ ». Ce système a été in-

² Actionnariat de De Beers SA, enregistrée au Luxembourg : 45% Anglo American plc (Royaume Uni), 40% Central Investments DBI (famille Openheimer, Luxembourg) et 15% Debswana Diamond Co (Botswana).

³ Ces " sightholders " seraient au nombre de 95 depuis juillet 2005 d'après Rapaport ; une autre source cite 113.



Valorisation de la filière diamant.



Tri des diamants bruts ; pierres taillées.

stauré avec l'accord de la CE pour relancer le marché du diamant en panne de croissance, avec l'objectif d'impliquer les acheteurs de manière plus dynamique dans la promotion et la commercialisation aval.

Des plaintes pour abus de position dominante ont été déposées, notamment par l'Association belge des tailleurs de diamant, car les achats de diamants russes renforcent le système de distribution sélective en contrevenant aux règles commerciales européennes.

Sous la pression de la CE, De Beers se voit contrainte de remettre en cause le contrat passé avec Alrosa qui devait se terminer en 2007. La CE a fixé à De Beers un plan de réduction progressive des quantités achetables de pierres brutes : seuils de 600 M\$ en 2006, 500 M\$ en 2007, 400 M\$ en 2008 et de 0 en 2009. La Commission doit examiner ultérieurement le système de « Supplier of Choice » au vu des conséquences sur le marché des nouvelles règles. Cette décision n'est pas sans effet sur Alrosa qui y voit une atteinte à sa stratégie commerciale comportant une politique similaire de vente à des acheteurs sélectionnés, au moins pour une part de sa production estimée entre 35 à 60%. L'influence de l'Etat russe, qui est en train de prendre le contrôle d'Alrosa⁴ n'est pas négligeable.

⁴ L'Etat russe, qui a atteint 47,5% du capital d'Alrosa fin avril, a pour objectif d'atteindre 50% + 1 action pour obtenir la majorité absolue. Les autres actionnaires sont l'Etat de Yakoutie (32%), huit districts yakoutes (8%) et des employés d'Alrosa (cibles de l'offre faite à 12 000 \$ par action, dont ils ne représenteraient plus que 12,5%).

La question se pose aussi de savoir plus précisément sur quoi la CE a fondé son opinion de risque d'abus de position dominante : est-ce sur la critique du système de sélection des acheteurs ou de celle du contrat d'achat de diamants russes ? Si ce réajustement des règles doit entraîner, selon la CE, une baisse des prix, il n'est pas certain que le but soit atteint et les plaignants satisfaits... .

Par ailleurs, De Beers vient de se conformer à la nouvelle réglementation minière de la République Sud-africaine qui, dans la ligne du « Black Economic Empowerment » (accession des minorités historiquement désavantagées aux richesses économiques, ou partage du pouvoir économique), impose un quota de participations issues des populations autochtones de 15 % minimum en 2006 et de 26 % minimum en 2014. À cet effet, De Beers a cédé 26 % de De Beers Consolidated Mines (représentant 562,2 M\$) au consortium Ponahalo Investment Holdings (Proprietary) Limited dans lequel figurent des personnalités, des associations diverses et le personnel du groupe minier.

Mais les enjeux économiques et politiques dépassent bien le problème éthique.

Source documentaire principale

Alrosa, De Beers, Interfax Russie : Metals & Mining, Les Echos : 07/03/2006, Mining Journal, Rapaport, Rio Tinto, USGS.